

FINAL TECHNICAL REPORT / RAPPORT TECHNIQUE FINAL LA VIOLENCE CHEZ LES JEUNES À DAKAR: CONTEXTE, FACTEURS ET RÉPONSES_RAPPORT TECHNIQUE FINAL

Oumar CISSE;

Fatimatou SALL;

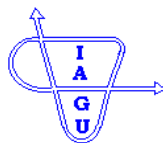
© 2020, INSTITUT AFRICAIN DE GESTION URBAINE



This work is licensed under the Creative Commons Attribution License (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction, provided the original work is properly credited.

Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), qui permet l'utilisation, la distribution et la reproduction sans restriction, pourvu que le mérite de la création originale soit adéquatement reconnu.

IDRC Grant / Subvention du CRDI: 108475-001-Youth violence in Dakar: Actors, context, and responses



TITRE DU PROJET

La violence chez les jeunes à Dakar: Contexte, les facteurs et les réponses

Rapport technique final

Institution	: Institut Africain de Gestion Urbaine, Sénégal
Référence du projet	:108475-001
Période	: 01 Mars 2017- 31 Août 2020
Année de mise en œuvre	: 2017-2020
Equipe de recherche	
- Dr. Oumar Cissé	: Chef de projet
- Dr. Djibril Diop	: Chercheur principal
- Dr. Fatimatou Sall	: Cheurcheure, Assistante du chef de projet
- Dr. Rosalie Diop	: Consultante, sociologue
- Mme Maye Seck Sy Ndao	: Consultante Gouvernance, Sécurité, genre
- Mme Joséphine Sarr	: Consultante, Sécurité publique
- M. Fodé Sow	: Animateur-facilitateur
- M. Abdoulaye Gueye	: Animateur-facilitateur
- Mme Mame Bineta Ba	: Etudiante boursière
-	

01 septembre 2020

© 2020 - Institut Africain de Gestion Urbaine (IAGU)

*Ce projet a été réalisé avec l'appui technique et financier du Centre de recherches pour le
développement international du Canada (CRDI)*

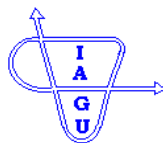
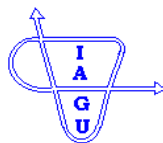
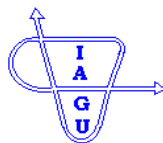


Table des matières

Table des matières.....	2
I. Sommaire	6
II. Rappel du problème de recherche.....	6
1. Contexte et justification	6
2. Objectifs et résultats attendus.....	7
3. Zone d'étude	8
III. Progrès accomplis par la réalisation des principales étapes	9
1. Mise en place de l'équipe	9
2. Rencontres institutionnelles.....	9
3. Acquisition des matériels de travail	10
4. Organisation de l'atelier de lancement	10
5. Mise en place d'instances d'appui	11
6. Démarches et activités de conformité	11
i. Elaboration d'un protocole de sécurité	11
ii. Recherche d'un avis juridique	12
iii. Autorisation du CNERS.....	12
iv. Autorisation de la CDP	12
7. Recrutement de personnel d'appui	12
i. Deux étudiants en master comme assistants de recherche boursiers.....	12
ii. Deux consultants : Un statisticien et un cartographe	13
iii. Un Community manager.....	13
iv. 18 Enquêteurs	13
8. Organisation de l'atelier méthodologique.....	14
9. Renforcement de capacités de l'équipe	15
a. Formation à la communication participante.....	15
b. Formation à l'usage des réseaux sociaux-professionnels	15
c. Formation des enquêteurs.....	16
d. Formation sur dedoose.....	17
e. Accueil de stagiaires	18
10. Collectes et traitements de données.....	18
11. Préparation de rapports de recherche	18
12. Vulgarisation du projet et des résultats de recherche	19



i.	Organisation de forums communautaires dans les deux communes	19
ii.	Sondage délibératif	19
iii.	Participation à des rencontres scientifiques.....	20
iv.	Partage de résultats au niveau communautaire (Théâtres populaires)	20
v.	Conception de vidéo.....	22
vi.	Conception de policy brief	22
vii.	Communication dans la presse locale (presse écrite, Radio, Télé)	22
viii.	Atelier national de restitution	22
ix.	Restitutions des résultats au niveau des conseils municipaux	23
x.	Publication d'un ouvrage collectif.....	23
IV.	Synthèse des résultats de recherche et des incidences en matière de développement	23
1.	Diagnostic de l'ampleur et des déterminants de l'implication des jeunes dans la violence	23
i.	Des jeunes exclus de certains avantages socio-économiques de la ville	24
ii.	Une ville violente avec de jeunes garçons en pole position	24
2.	Caractérisation des politiques et des stratégies de prévention et gestion de la violence	25
3.	Développement de plateformes et de solutions innovantes	25
4.	Incidences	28
i.	Impact préliminaire sur les politiques	29
ii.	Impact préliminaire sur les pratiques.....	29
iii.	Impact préliminaire sur l'égalité entre les sexes.....	29
V.	Méthodologie	30
1.	Recherche documentaire	30
2.	Enquête socioéconomique	32
3.	Enquête quartier	33
4.	Marches exploratoires.....	34
i.	Grille d'observation participante.....	34
ii.	Guide pour le focus-group post marche	35
5.	Sondages délibératifs	35
6.	Enquête institutionnelle	36
7.	Atelier multi-acteurs.....	37
8.	Etude de la perception des acteurs.....	38
9.	Analyse des statistiques de la police	38
10.	Organisation d'un concours	39
VI.	Extrants du projet.....	41



VII.	Difficultés et défis.....	42
VIII.	Appréciation d'ensemble et recommandations	43

Table des matières.....	2
-------------------------	---

I.	Sommaire	6
----	----------------	---

II.	Rappel du problème de recherche.....	6
-----	--------------------------------------	---

1.	Contexte et justification	6
----	---------------------------------	---

2.	Objectifs et résultats attendus.....	7
----	--------------------------------------	---

3.	Zone d'étude	8
----	--------------------	---

III.	Progrès accomplis par la réalisation des principales étapes	9
------	---	---

1.	Mise en place de l'équipe	9
----	---------------------------------	---

2.	Rencontres institutionnelles.....	9
----	-----------------------------------	---

3.	Acquisition des matériels de travail	10
----	--	----

4.	Organisation de l'atelier de lancement	10
----	--	----

5.	Mise en place d'instances d'appui	11
----	---	----

6.	Démarches et activités de conformité	11
----	--	----

i.	Elaboration d'un protocole de sécurité	11
----	--	----

ii.	Recherche d'un avis juridique.....	12
-----	------------------------------------	----

iii.	Autorisation du CNERS.....	12
------	----------------------------	----

iv.	Autorisation de la CDP	12
-----	------------------------------	----

7.	Recrutement de personnel d'appui	12
----	--	----

i.	Deux étudiants en master comme assistants de recherche boursiers.....	12
----	---	----

ii.	Deux consultants : Un statisticien et un cartographe	13
-----	--	----

iii.	Un Community manager.....	13
------	---------------------------	----

iv.	18 Enquêteurs	13
-----	---------------------	----

8.	Organisation de l'atelier méthodologique.....	14
----	---	----

9.	Renforcement de capacités de l'équipe	15
----	---	----

10.	Collectes et traitements de données.....	18
-----	--	----

11.	Préparation de rapports de recherche	18
-----	--	----

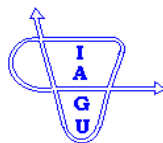
12.	Vulgarisation du projet et des résultats de recherche	19
-----	---	----

i.	Organisation de forums communautaires dans les deux communes	19
----	--	----

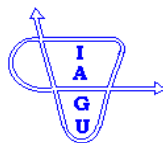
ii.	Sondage délibératif	19
-----	---------------------------	----

iii.	Participation à des rencontres scientifiques.....	20
------	---	----

iv.	Partage de résultats au niveau communautaire (Théâtres populaires)	20
-----	--	----



v.	Conception de vidéo	22
vi.	Conception de policy brief	22
vii.	Communication dans la presse locale (presse écrite, Radio, Télé)	22
viii.	Atelier national de restitution	22
ix.	Restitutions des résultats au niveau des conseils municipaux	23
x.	Publication d'un ouvrage collectif	23
IV.	Synthèse des résultats de recherche et des incidences en matière de développement	23
1.	Diagnostic de l'ampleur et des déterminants de l'implication des jeunes dans la violence	23
i.	Des jeunes exclus de certains avantages socio-économiques de la ville	24
ii.	Une ville violente avec de jeunes garçons en pole position	24
2.	Caractérisation des politiques et des stratégies de prévention et gestion de la violence	25
3.	Développement de plateformes et de solutions innovantes	25
4.	Incidences	28
i.	Impact préliminaire sur les politiques	29
ii.	Impact préliminaire sur les pratiques	29
iii.	Impact préliminaire sur l'égalité entre les sexes	29
V.	Méthodologie	30
1.	Recherche documentaire	30
2.	Enquête socioéconomique	32
3.	Enquête quartier	33
4.	Marches exploratoires	34
i.	Grille d'observation participante	34
ii.	Guide pour le focus-group post marche	35
5.	Sondages délibératifs	35
6.	Enquête institutionnelle	36
7.	Atelier multi-acteurs	37
8.	Etude de la perception des acteurs	38
9.	Analyse des statistiques de la police	38
10.	Organisation d'un concours	39
VI.	Extrants du projet	41
VII.	Difficultés et défis	42
VIII.	Appréciation d'ensemble et recommandations	43



I. Sommaire

Suite à l'appel à candidature lancé par le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI) dans le cadre de son initiative « *Comprendre et surmonter l'exposition des jeunes à la violence, l'exclusion et l'injustice* », l'Institut Africain de Gestion Urbaine (IAGU) a bénéficié d'un financement pour exécuter un projet de recherche-action intitulé "*La violence chez les jeunes à Dakar : Contexte facteurs et réponses*". L'accord de subvention qui lie le CRDI et l'IAGU est entrée en vigueur le 1^{er} Mars 2017 et la date de fin des travaux était prévue le 1^{er} mars 2020. Toutefois, pour les besoins de finalisation des publications et de prise en compte des perturbations occasionnées par la pandémie de la covid 19, une prolongation de six mois a été accordée ; ainsi le projet a pris fin le 31 Août 2020.

L'étude devait analyser le contexte et les facteurs qui entraînent la violence chez les jeunes et interroger les stratégies, les partenariats, les politiques et les technologies qui pourraient être utilisés pour la prévenir ou lutter efficacement contre elle. L'étude a été réalisée dans le cadre d'une recherche/action transdisciplinaire et participative dans deux communes des villes de Dakar et de Guédiawaye, respectivement la commune des HLM et la commune de Médina Gounass. A travers cette étude, des connaissances ont été produites et partagées, les capacités de recherche ont été accrues, des recommandations furent formulées sur les politiques et le cadre de gouvernance appropriés et des technologies innovantes ont été développées pour la prévention et la gestion de la violence chez les jeunes (filles et garçons) en milieu urbain.

Ces acquis sont le fruit de différentes activités de collecte, de traitement et d'analyse de données mais également de vulgarisation et de promotion

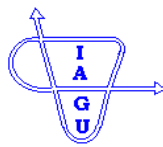
Ce rapport final rappelle le problème de recherche, revient sur les résultats et incidences du projet, présente les progrès accomplis, la méthodologie qui a été développée, les extrants produits, les difficultés rencontrées, les défis à relever et conclue sur des appréciations d'ensemble et des recommandations.

II. Rappel du problème de recherche

1. Contexte et justification

Depuis quelques années, la sécurité dans les villes est au centre de l'agenda international, notamment à travers des programmes comme « Safe and inclusive cities » porté par le CRDI et « Safercities » piloté par ONU-Habitat. Si la violence n'est pas forcément urbaine, , il est admis que l'urbanisation galopante a un impact sur la sécurité quotidienne des habitants des centres urbains. Cette question revêt une importance particulière pour des pays en pleine transition urbaine comme le Sénégal.

À Dakar, le phénomène de l'insécurité urbaine ne cesse de s'exacerber et d'inquiéter à la fois, populations, chercheurs et décideurs. Les auteurs des agressions sont de plus en plus jeunes. Avec un âge moyen compris entre 15 et 35 ans, ils opèrent en bandes ou individuellement. De



même, la criminalité a pris un coup de genre. Si les femmes sont considérées comme les premières victimes, elles sont aussi impliquées, de plus en plus, dans des cas de violences urbaines (infanticide et drogue entre autre délinquance).

Dans l'agglomération dakaroise, tout le monde s'accordait à dire que la banlieue était la zone la plus criminogène mais ces dernières décennies, aucune partie de la métropole n'est épargnée. On est passé d'une insécurité dictée par l'instinct de survie à une insécurité criminelle. Malgré de multiples initiatives de sécurisation des personnes et des biens, le phénomène semble bien enraciné dans la société urbaine dakaroise.

Or, au Sénégal, on dispose encore de peu de connaissances sur le phénomène et l'efficacité des réponses développées jusque-là. Les liens existant entre la violence, les situations socioéconomiques, l'exclusion et le cadre de vie urbain font rarement l'objet de production scientifique. Aussi, les réponses officielles des pouvoirs publics, les stratégies de résilience développées par les jeunes eux-mêmes, en particulier les jeunes filles, pour faire face aux situations de violence, d'exclusion et d'injustice ne sont pas documentées et connues, afin de mieux améliorer les politiques de sécurité urbaine.

Ces différents aspects ont fait l'objet de ce projet de recherche/action participative financé par le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI) du Canada pour une durée de trois (03) ans et exécuté par l'Institut Africain de Gestion Urbaine (IAGU).

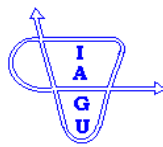
L'étude est intervenue à un moment où les collectivités territoriales, sous l'effet de l'acte 3 de la décentralisation, sont devenues des communes de « plein exercice »; ce qui renforce les prérogatives du Maire pour « assurer le bon ordre, la sûreté, la tranquillité, la sécurité et la salubrité publiques » sur le territoire de sa commune. Elle est en cohérence avec le Plan Sénégal Émergent (PSE) dont l'axe 3 : « Gouvernance, Institutions, Paix et Sécurité » cible la consolidation de la paix et de la sécurité comme soubassement du développement du pays.

2. Objectifs et résultats attendus

L'objectif général de cette étude était de fournir des données probantes, aux décideurs publics, aux acteurs sociaux et aux jeunes (filles et garçons), qui permettront l'élaboration de politiques et de programmes pour lutter efficacement contre l'exclusion des jeunes et leur engagement dans les situations de violence. Comme objectifs spécifiques, le projet visait à :

- i. Conduire un diagnostic critique des facteurs politiques, économiques, sociaux, culturels, institutionnels et l'aménagement qui expliquent l'exclusion des jeunes (filles et garçons) et leur engagement dans la violence dans le but d'élaborer des politiques et des programmes plus efficaces;
- ii. caractériser les politiques publiques et les stratégies de résilience développées par les jeunes (filles et garçons) pour faire face à l'exclusion et à la violence et assurer une meilleure sécurité urbaine;
- iii. faciliter le développement de plateformes et de solutions innovantes, portées par les jeunes (filles et garçons), à travers la technologie pour la sécurisation de leurs espaces.

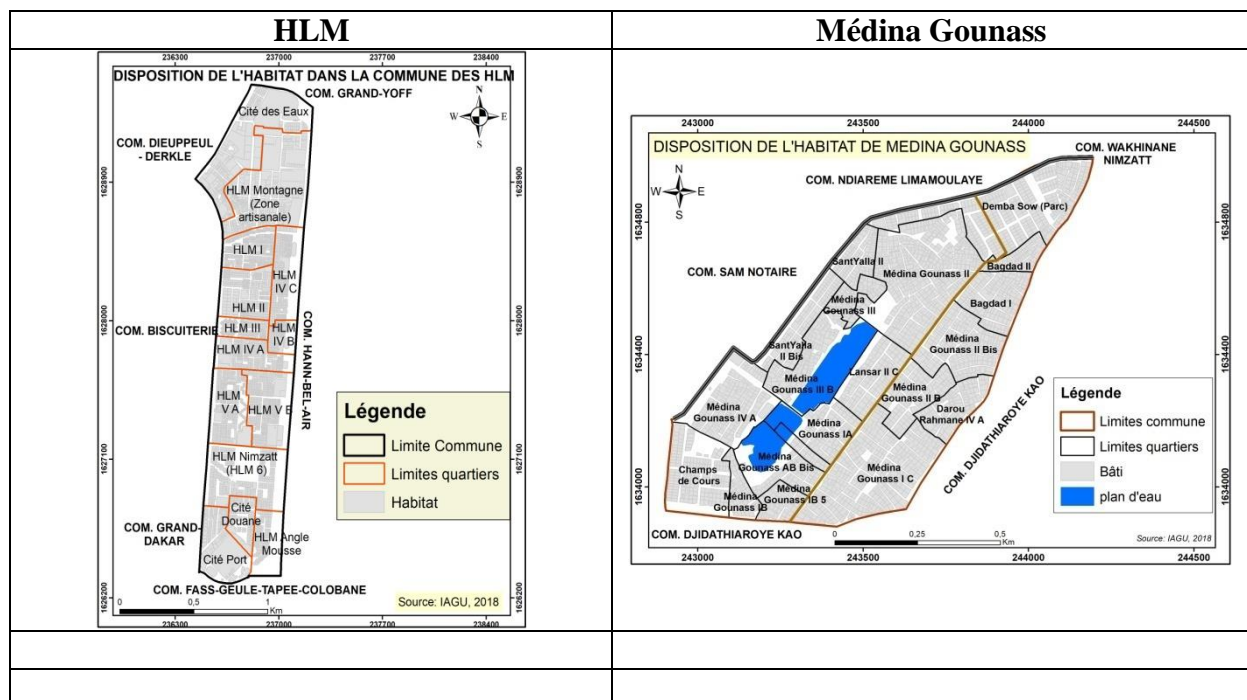
Les résultats attendus concernent :

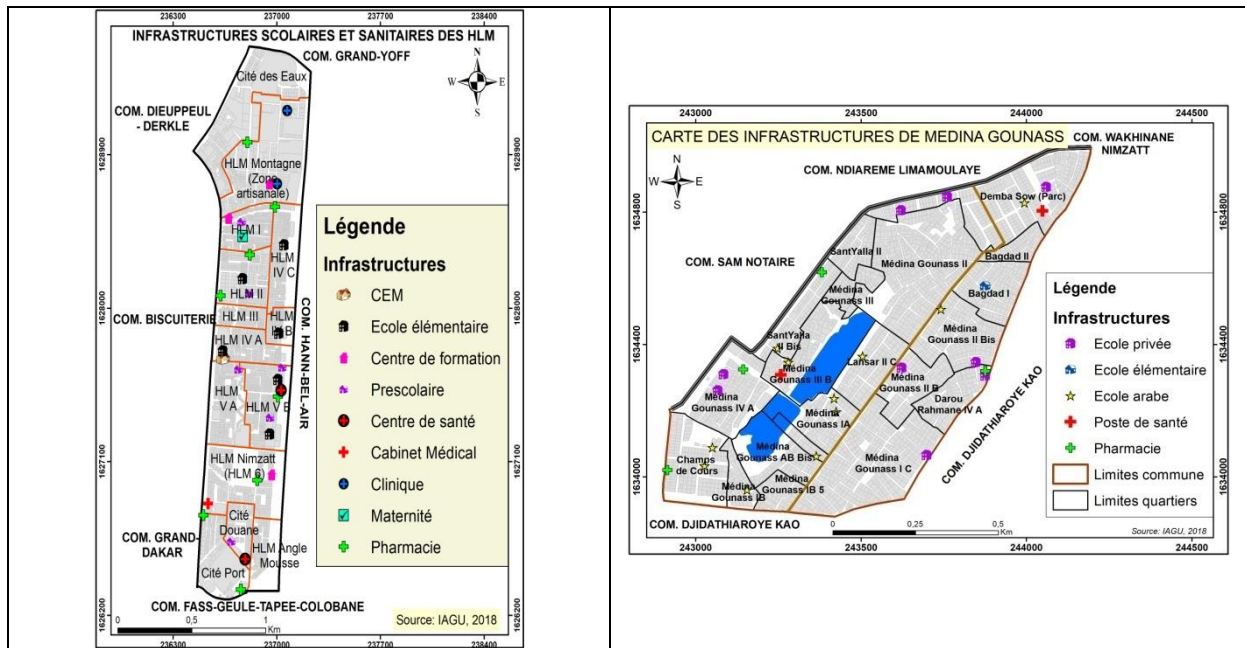


- la production de connaissances pour l'influence des politiques, des débats publics et des pratiques sur la sécurité et la résilience des jeunes face à l'exclusion et à la violence;
- le renforcement des capacités des chercheurs qui seront mieux outillés pour travailler sur des problématiques liées à la violence et à l'exclusion des jeunes ;
- le renforcement du leadership, de l'autonomisation et de la créativité des jeunes à se prendre en charge par le développement de mécanismes de négociation ou d'engagement avec les décideurs au niveau local et national pour une meilleure sécurisation de leurs espaces ;
- le développement de technologies innovantes intégrant les TIC avec différentes incidences sur les stratégies et politiques qui ciblent la violence impliquant les jeunes.

3. Zone d'étude

Cette étude est centrée sur l'agglomération dakaroise. Elle va comparer deux communes : HLM, avec un habitat planifié constitué de quartiers lotis dans la ville de Dakar et Médina Gounass une commune formée de quartiers spontanés précaires et non aménagés située dans la ville de Guédiawaye dans la banlieue de Dakar.





Le choix de ces deux sites s'explique aussi par le fait qu'ils se présentent, ces dernières années, comme de hauts lieux de la violence à Dakar, avec la multiplication des agressions physiques et autres délits, suivis souvent de mort d'hommes.

III. Progrès accomplis par la réalisation des principales étapes

La mise en œuvre du projet est passée par des étapes clés qui ont permis d'atteindre les objectifs :

1. Mise en place de l'équipe

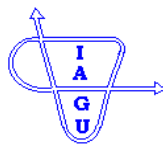
Elle s'est faite en différentes étapes à travers des réunions de cadrage, de coordination, de la signature des contrats. Dans les réunions de cadrage et de coordination, il était question de revenir sur:

- le projet final validé par le CRDI
- la structuration de la recherche et le positionnement des chercheurs (éclairage des rôles et responsabilités des parties)
- les modalités de travail

Ces rencontres ont conduit à la signature des contrats entre les chercheurs et l'IAGU.

2. Rencontres institutionnelles

Dans le souci d'une mobilisation massive des acteurs autour du projet, des lettres d'information ont été envoyées à différentes structures (14) avec des demandes d'audiences aux autorités publiques. Huit d'entre elles ont été rencontrées avant le démarrage effectif du projet (Gendarmerie Nationale, ASP, Police Centrale, Ministère de la Justice, Maison de Justice des HLM, Procureur, Mairie des HLM, Mairie de Médina Gounass). Il s'agissait lors de ces rencontres de présenter le projet aux autorités en revenant sur la justification, les objectifs, les résultats attendus et de discuter des pistes de collaboration.



3. Acquisition des matériels de travail

Il était prévu d'acquérir:

- 10 Tablettes
- 02 Ordinateurs Macbook pro (13" RETINA Disque dur 256Go SSD8Go RAM)
- 01 Imprimante Laser multifonction
- 10 Enregistreurs vocal (ICD-PX 333)
- 01 Disque dur externe
- 01 Ordinateur fixe .

Tenant compte des changements opérés au courant du projet ont été achetés :

- 02 ordinateurs Macbook pro pour le chef de projet et le chercheur principal
- 01 ordinateur fixe pour l'assistante du chef de projet
- 22 tablettes de marque Alcatel pixi 3 équipées de puces afin de doter les enquêteurs et les superviseurs d'outils de travail. Ce matériel a servi aux différentes enquêtes pour le remplissage des fiches, l'enregistrement lors des enquêtes qualitatives et les prises de photos ou de coordonnées GPS.

4. Organisation de l'atelier de lancement

Le Mercredi 10 mai 2017, l'IAGU a organisé aux Résidences Mamoune l'atelier de lancement du projet de recherche sur la violence chez les jeunes à Dakar : Contexte, facteurs et réponses.

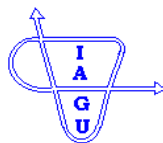
Les objectifs de cet atelier étaient de:

- Informer largement les acteurs concernés et le public sur le projet
- Mobiliser les acteurs autour du projet
- Recueillir les avis sur le déroulement du projet et les initiatives existantes
- Etablir des partenariats dans le cadre de la mise en œuvre du projet

Cet événement a fait l'objet de live tweet et de diffusion instantanée sur facebook. Il a été couvert par les médias. Des annonces ont aussi été effectuées par différents canaux (média, réseaux sociaux professionnels, invitations individuelles...).

Il a enregistré la participation de différents acteurs: autorités (CRDI, Représentante de l'ambassadrice du Canada, maires, élus locaux, commissaire de police, gendarmes...) des acteurs communautaires (Bajenu Gox, jeunes leaders des associations), des professeurs d'universités, des chercheurs, des étudiants mais aussi des jeunes et des femmes habitants les deux communes ciblées par l'étude. Il s'est déroulé en deux sessions: une cérémonie officielle et une session de présentation du projet. Cet atelier a marqué le démarrage officiel du projet et a permis d'informer les différents acteurs sur les orientations de la recherche. L'afflux des participants et la diversité des acteurs en plus de leurs interventions montrent tout l'intérêt de la question abordée dans le cadre de ce projet. L'équipe de recherche s'est engagée à tenir compte des différentes préoccupations et de veiller à la consolidation de la démarche participative et proactive pour mener à bien cette recherche les trois années à venir.

Cet événement a été l'occasion de confectionner des supports de communication et de diffusion sur le projet (plaquettes, banderoles).



5. Mise en place d'instances d'appui

Deux comités consultatifs locaux, un comité technique qui fédère les experts du domaine et un réseau des partenaires stratégiques composé des ministères et directions ont été retenus comme instances d'appui à la recherche à la suite de l'atelier de lancement.

Le comité technique avait pour mission d'appuyer la mise en œuvre du projet au plan scientifique. Il devait discuter les activités et les résultats du projets à travers des échanges continus par des rencontres, des partages de documents.

Le réseau des partenaires stratégiques devait également jouer le rôle d'appui-conseil tenant compte de l'expérience des uns et des autres et il était très attendu dans la dissémination des résultats, le portage et l'application des recommandations qui ont émané du projet pour un changement de comportement.

Le comité technique a été constitué à l'issue de l'atelier méthodologique par les experts ayant pris part à cette activité et d'autres qui s'étaient excusés. Ce sont notamment des urbanistes/aménagistes, des criminologues, des juristes, des socio-anthropologues, des sociologues en plus des représentants des deux municipalités; ils étaient au nombre de 10 et leur effectif pouvait être porté à 15.

Toutefois, en dehors des ateliers organisés dans le cadre du projet, les comités technique et le stratégique n'ont pu être mobilisés.

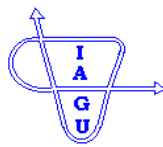
Les comités locaux avaient pour mission de faciliter les activités de terrain prévues dans le cadre de la recherche par des actions de plaidoyer, de sensibilisation et de favoriser la participation et l'appropriation ultérieure des recommandations. Egalement, ils ont joué le rôle d'appui-conseil pour l'équipe de recherche. Les personnes et structures ressources pouvant faire partie des deux comités locaux ont été identifiés par les facilitateurs et les points focaux communaux et ont été contactés pour approbation. Un comité de consultation locale sur la violence urbaine a été officiellement installé le samedi 28 octobre 2017 à la commune des HLM sous la présidence effective de Monsieur le Maire Pape Babacar Seck et le jeudi 23 novembre 2017 à Médina Gounass en présence du premier adjoint au Maire Monsieur Abdourahmane Kane, par ailleurs, point focal de la commune dans le projet. Ces cérémonies ont été suivies par des arrêtés municipaux institutionnalisant ces instances dans les deux communes.

6. Démarches et activités de conformité

La sensibilité de la question abordée et des sujets (les jeunes, parfois mineurs) dans le cadre de cette recherche ont nécessité plusieurs activités pour être en conformité avec la législation sénégalaise et les exigences éthiques du CRDI :

i. Elaboration d'un protocole de sécurité

Pour une sécurité des enquêteurs et des enquêtés, un protocole de sécurité a été élaboré. Il porte sur les dispositions à prendre avant d'aller sur le terrain et les attitudes, comportements à avoir une fois sur le terrain ainsi que les dispositions à prendre en cas de menaces.



ii. Recherche d'un avis juridique

Il a été soumis par le Cabinet d'avocat Michel Simel Basse qui a validé les mesures de sécurité et de respect des considérations d'ordre éthique.

iii. Autorisation du CNERS

Une demande de quitus d'éthique a été adressée au Directeur de la Commission Nationale d'Ethique pour la Recherche en Santé au Sénégal. Cette demande est accompagnée du questionnaire d'enquête, de la lettre d'information et du formulaire de consentement pour les enquêtés et les parents des mineurs qui devraient être impliqués dans le processus d'enquête en plus des lettres d'engagement de l'ensemble des chercheurs impliqués dans le processus.

Ce dossier a été examiné par la commission d'évaluation qui a demandé quelques éclaircissements concernant l'amorce du processus de changement, la prise en charge des dommages éventuels, le déroulement des enquêtes, le traitement des données, l'échantillonnage et les dépenses de recherche.

Suite à ces interrogations, une seconde version du protocole a été déposée et le quitus fut délivré le 11 septembre 2017.

iv. Autorisation de la CDP

Conformément à la législation sénégalaise, une déclaration normale et une demande d'autorisation ont été soumises à la Commission de protection des Données Personnelles (CDP) du Sénégal qui a émis une autorisation pour le traitement des données personnelles le 23 Mars 2018.

7. Recrutement de personnel d'appui

Pour les besoins d'atteinte des objectifs et de performance, un personnel d'appui a été recruté :

i. Deux étudiants en master comme assistants de recherche boursiers

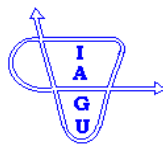
Un appel à candidature a été lancé pour le recrutement d'étudiants boursiers de master en sciences sociales. L'appel a été centré sur deux aspects de la recherche:

- les facteurs politiques, économiques, sociaux, culturels, institutionnels qui favorisent les situations d'exclusion et la violence chez les jeunes (filles et garçons)
- les liens entre aménagement et les situations d'exclusion et la violence chez les jeunes (filles et garçons).

L'appel a fait l'objet de diffusion en ligne (site web de l'IAGU, groupe d'étudiants et de chercheurs dans les réseaux sociaux professionnels, pages socio-professionnelles d'institution travaillant dans les thématiques cibles), au niveau des universités (Cheikh Anta Diop de Dakar - UCAD, Gaston Berger de Saint-Louis - UGB, Ecole Supérieure d'Economie Appliquée - ESEA, ex ENEA) et au niveau des réseaux d'appartenance des différents chercheurs.

Deux candidatures ont été retenues:

- une étudiante de l'UCAD en Master 2 en Population Développement Santé de la reproduction (option recherche) pour l'étude des facteurs;



- un étudiant de l'UGB en Master 2 en Ingénierie en développement local : option Gouvernance locale et développement territorial

Ces étudiants devaient effectuer, dans le cadre de leur mémoire, une recherche sur les thèmes sus-mentionnés et appuyer les travaux de recherche du projet sur ces questions à la suite d'une signature de convention de recherche et d'étude avec l'IAGU.

ii. Deux consultants : Un statisticien et un cartographe

Pour les besoins d'appui de l'équipe de recherche sur la collecte et le traitement des données quantitatives, un statisticien a été recruté dès le démarrage de l'étude pour :

- la définition des échantillons pour l'enquête ménage et l'enquête quartier
- le contrôle des masques de saisie pour l'enquête ménage et l'enquête quartier
- la définition des techniques de traitement
- le dépouillement et le traitement des données de l'enquête ménage, de l'enquête quartier.

Pour mieux préparer le traitement des données et la représentation des résultats et appuyer l'équipe des chercheurs, un cartographe a été recruté. Ce dernier était chargé de :

- l'achat d'une base de données cartographiques pour les communes des HLM et de Médina Gounass,
- la cartographie préliminaire incluant l'établissement de l'occupation des sols,
- le traitement, l'analyse et la cartographie des données d'enquête pour les deux communes,
- la conception d'un SIG sur l'exclusion et la violence pour les communes des HLM et de Médina Gounass

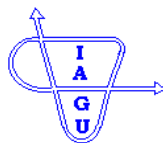
iii. Un Community manager

Un community manager a été contracté en tant que stagiaire pour appuyer la communication autour du projet, le renforcement de capacité des chercheurs sur l'usage des réseaux socio-professionnels et la vulgarisation des activités du projet et de l'IAGU en général le temps que la formation puisse être organisée.

iv. 18 Enquêteurs

Pour la phase de collecte des données, l'IAGU a recruté des enquêteurs. A cet effet, un appel à candidature a été lancé le 17 octobre 2017 et clôturé le 31 Octobre 2017. Cet appel à candidature avait deux cibles, les habitants des communes du projet (HLM et Médina Gounass), et tout sénégalais répondant au profil demandé notamment :

- Être un jeune (fille ou garçon) âgé(e) entre 21 ans et 35 ans;
- Avoir au moins une licence en sciences sociales;
- Avoir l'expérience des enquêtes de terrain;
- Être à l'aise dans l'utilisation des outils informatiques (Tablette) et l'internet ;
- Avoir de bonnes aptitudes dans les langues locales;
- Avoir une bonne condition physique;



- Être disponible durant la période d'enquête (trois à quatre mois)¹.

Pour les habitants des deux communes, les points focaux du projet dans les deux communes devaient gérer les candidatures et opérer présélection. L'IAGU a assuré la sélection finale des candidats.

Les non-résidents des deux communes devaient soumettre leur candidature directement à l'IAGU par courrier électronique en envoyant leur CV avec une lettre de motivation.

Au terme de l'échéance, plus de 2000 candidatures ont été reçues par l'IAGU. 16 jeunes dont 8 venant des deux communes et 8 filles ont été retenus. Cette étape du projet a permis à la recherche d'atteindre différents résultats non escomptés. Elle a révélé d'une part la situation des jeunes diplômés au Sénégal confrontés à la recherche de l'emploi et d'autre part contribué à une vulgarisation du projet.

Aussi, elle a contribué à l'augmentation des opportunités de travail, au renforcement des capacités des jeunes dans les deux communes, de la participation, de l'appropriation du projet et des mécanismes d'échanges dans les deux communes à travers notamment le processus de sélection de jeunes.

8. Organisation de l'atelier méthodologique

Il a été tenu les 11 et 12 mai à la suite du lancement officiel du projet le 10 Mai 2017.

L'organisation de cet atelier avait différents objectifs:

- Partager la méthodologie (outils de collecte, de traitement et d'analyse)
- Identifier les autres approches méthodologiques et outils de collecte, de traitement, et d'analyses pertinentes pour la recherche
- Discuter l'échantillonnage et les cibles
- Mettre en place le comité consultatif

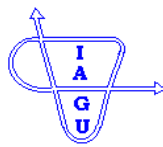
Il a réuni l'équipe de projet, les points focaux des deux communes, le représentant du CRDI et des représentants des équipes bénéficiaires du programme du CRDI ainsi que des personnes ressources identifiées (juriste, criminologue, anthropologue, sociologue, aménagiste...) ayant une expérience ou une expertise par rapport aux questions abordées.

Il a enregistré différentes sessions : une session de cadrage de l'atelier, une session de présentation des méthodes liées à l'étude des autres facteurs, une session de présentation des méthodes liées à l'étude du facteur aménagement, une session de présentation des méthodes liées à l'étude des politiques et stratégies, une session de présentation des méthodes de valorisation des NTIC, une session de présentation du plan de communication et une session de synthèse et de clôture.

Au terme de cette rencontre de deux jours, l'ensemble des méthodes ont été revues et discutées par les personnes ressources ce qui a permis de :

- mettre à jour le protocole de recherche

¹ Novembre-Mars période provisoirement définie



- réviser les outils de collecte, de traitement et d'analyse des données
- reconsidérer les cibles et principes d'échantillonnage

Par ailleurs, il a permis de voir selon l'expérience des uns et des autres différentes orientations théoriques qui pourraient être des pistes pour la recherche. Ce sont notamment les théories criminelles et les théories sur la résilience.

9. Renforcement de capacités de l'équipe

Il a concerné l'équipe de recherche et les jeunes impliqués dans la recherche avec différentes sessions :

a. Formation à la communication participante

Une formatrice en communication sociale a été contractée afin de permettre à l'équipe de projet de gérer les animations communautaires prévues dans le projet et de pouvoir tenir le discours approprié selon les circonstances pour ne pas éveiller des susceptibilités vue la délicatesse des questions abordées pour amorcer un processus de changement.

La consultante a procédé à : (i) la proposition de modules de formation en communication sociale, (ii) la formation des chercheurs en communication sociale et (iii) l'appui de la révision du plan de communication de la recherche

La séance de formation s'est tenue du 29 au 30 Juin 2017. Elle avait pour but de :

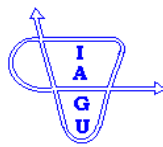
- doter l'équipe du projet de connaissances et d'outils nécessaires pour bien mener un processus de changement de comportement chez les jeunes (filles et garçons) de la commune des HLM et Médina Gounass;
- leur permettre de mieux maîtriser les techniques de communication sociale axée sur le changement de comportement, le contrôle et la manipulation de l'information;
- leur permettre d'être mieux outillé pour aider les jeunes à être les acteurs de leur propre développement;
- mettre à la disposition de l'équipe un guide sommaire, un aide-mémoire qui va leur servir d'appui et d'orientation dans leurs tâches d'animation, de diffusion de messages uniformisés et d'exécution des activités de CCC.

A cet effet, elle a été marquée par des échanges, des discussions, des cas pratiques, des jeux de rôles et des travaux de synthèse sur : le processus et les étapes de changement, l'identification des cibles, la définition des supports pour le changement ainsi que des actions et activités pour le changement en plus d'échanges sur les définitions, les buts, les formes et ramifications de la communication sociale.

b. Formation à l'usage des réseaux sociaux-professionnels

Cette formation était prévue afin d'assurer une vulgarisation en temps réel et de façon continue des activités du projet, l'IAGU souhaitait disposer d'un module de formation pour capaciter les membres de l'équipe de recherche sur l'usage des réseaux sociaux et professionnels et des plateformes de communication numérique.

La séance de formation s'est tenue le 08 Juin 2017 et a été essentiellement articulée sur trois plateformes :



- Facebook (facilitation de contact entre organisme et cibles extérieures) ;
- Twitter (diffusion d'informations à chaud, en temps réel) ;
- LinkedIn (création de réseau professionnel de qualité).

C'était l'occasion de revenir sur la e-reputation, la sécurité des données personnelles sur ces réseaux, les notions d'usages sur les différents réseaux.

c. Formation des enquêteurs

Pour permettre aux enquêteurs d'effectuer les travaux de collecte de données, l'Institut Africain de Gestion Urbaine (IAGU) a tenu différentes sessions de formation portant sur l'enquête quantitative, l'enquête quartier et les enquêtes institutionnelles.

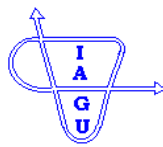
La formation sur l'enquête quantitative s'est tenue les 11 et 12 Janvier 2018 et elle a été suivie d'une session de mise à niveau pour les enquêteurs le 18 Janvier 2018.

Cette formation, en plus de porter sur l'enquête quantitative ciblant les jeunes des deux communes et sur le questionnaire d'enquête, a été l'occasion de former en plus des enquêteurs, les chercheurs sur la plateforme « kobotoolbox » et le logiciel kobocollect qui servira de base pour la collecte et les traitements préliminaires de données ainsi que le suivi des activités de terrain. La formation s'est déroulée sur trois jours avec une journée de présentation théorique, une autre pour le test et la dernière journée consacrée à la mise à niveau.

La formation a constitué une première phase pour le déroulement des enquêtes. Outre de permettre le lancement de la collecte des données, elle a permis de capaciter les chercheurs et 18 jeunes enquêteurs sur les nouvelles techniques de collecte de données en utilisant des outils numériques. La formation sur la plateforme kobotoolbox et le logiciel kobocollect a été une innovation majeure pour ce projet. Elle permet de gagner du temps dans la collecte de l'information, de suivre en temps réel l'évolution du travail de terrain, la performance des enquêteurs, de localiser les ménages enquêtés... La plateforme offre également un rapport préliminaire qui donne les tendances sur les différents paramètres de l'étude. Les données collectées ont été recueillies pour des traitements supplémentaires sur Excel et SPSS par le statisticien.

La formation sur Kobotoolbox a été assurée par Monsieur Pierre Ndour, Directeur des études à l'Institut Africain des Etudes du Développement. Cette session a enregistré également les interventions de Dr. Rosalie Diop, chercheuse de l'équipe, qui est revenue sur les principes d'éthique de la recherche avec notamment la sensibilité des questions abordées et les mesures de confidentialité à respecter. Elle a été appuyée sur la présentation des bonnes pratiques et celles à éviter par Mme Fatou Racine SyFall, la consultante en communication sociale qui est revenue sur les attitudes à avoir face aux enquêtés pour les mettre en confiance et à l'aise afin d'avoir de bonnes réponses. La commissaire de Police, Mme Joséphine Sarr, chercheuse de l'équipe, en a profité pour rappeler les consignes liés au protocole de sécurité. Egalement, l'ensemble des chercheurs ont pris part à cette session.

Durant cette formation, Monsieur El Hadji Souleymane Sow, consultant en statistique a abordé la question des cibles et de l'échantillon. A cet effet, il a rappelé le principe



d'échantillonnage qui a été utilisé, la taille des échantillons par commune et des exemples pour quelques quartiers d'une part. D'autre part, il est revenu sur le pas de sondage et l'approche de choix des ménages et des jeunes à enquêter une fois sur le terrain.

La session a été clôturée par Dr. Fatimatou Sall qui est revenue sur l'organisation pratique sur le terrain pour la phase test en rappelant les communes tests (Ouagou Niayes à Biscuiterie pour les HLM et Djeddah Thiaroye Kao pour Médina Gounass), la répartition des équipes, les heures de démarrage et les points de rencontre.

Pour la phase test (12 Janvier), il s'agissait pour chaque enquêteur de tester le questionnaire en l'administrant à deux jeunes au moins selon le principe opératoire : pas de sondage, choix des ménages et des jeunes, principes d'éthique et de sécurité... Ainsi ce travail s'est fait sous la supervision des chercheurs et des consultants. Elle a nécessité une sensibilisation des autorités de ces communes (Maire, délégués de quartiers...). C'était l'occasion de relever les difficultés du questionnaire, les problèmes des enquêteurs dans la compréhension du questionnaire, les contraintes du terrain.....

Une session de cadrage et de correction a été organisée avec les chercheurs après la phase test. Par la suite, une session de mise à niveau a été organisée avec les enquêteurs le 13 Janvier. Cette rencontre visait une meilleure appropriation du questionnaire par les enquêteurs. A cet effet, des jeux de rôles ont été organisés entre les enquêteurs sous la supervision des chercheurs. C'était l'occasion également de revenir sur la traduction de certaines expressions en wolof, de rappeler les dispositions pratiques et les dispositions sécuritaires.

d. Formation sur dedoose

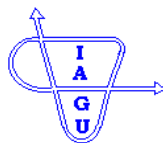
Dans le cadre des activités de veille technologique, des outils de traitements qualitatifs très pratiques tel que *Dedoose* ont été découverts. A cet effet, l'IAGU avait sollicité des réaménagements budgétaires pour le renforcement de capacité des chercheurs sur cette technologie.

Dedoose a été conçu pour aider les chercheurs, les évaluateurs et leurs équipes à utiliser des méthodes qualitatives et mixtes incorporées dans leur travail sur le texte, l'audio, la vidéo, les images et les données d'enquêtes. Il assure :

- une gestion qualitative traditionnelle des données, extraction / codage et analyse
- une intégration facile des données qualitatives et de tout ce qui est réalisé avec les données démographiques, les enquêtes, les résultats des tests et d'autres données quantitatives
- l'introduction de nouvelles dimensions dans les données de projet en utilisant la pondération de code pour une analyse de méthodes véritablement mixtes avec toutes les visualisations de données impressionnantes qui accompagnent cette variété de données dans un projet.

L'espace de travail collaboratif qu'il offre assure une rapidité et un contrôle des interventions de l'équipe par le chercheur principal.

A cet effet, un consultant expert du logiciel a été recruté pour :



- Appuyer l'équipe de recherche dans l'élaboration des livrets de codes pour les enquêtes qualitatives ;
- Former les chercheurs sur l'utilisation de *Dedoose* ;
- Assurer le suivi lors des traitements des données qualitatives.

e. Accueil de stagiaires

L'IAGU a accueilli 05 étudiants dont 02 filles et 03 garçons de la section de Géographie de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis en stage dans le cadre de leur module d'immersion professionnelle pour une mise en situation. Leur stage portait également sur l'analyse de l'intérêt des enseignements en géographie dans les ONG et les projets de recherches liées à des problématiques urbaines telle que la violence chez les jeunes. Le stage leur a permis de pratiquer certaines techniques d'enquêtes, de mieux comprendre leur discipline et d'être informés sur les outils de collectes et de traitements de données.

10. Collectes et traitements de données

La collecte de données s'est appuyée sur les différentes méthodes ciblées dans l'étude. Ce sont notamment :

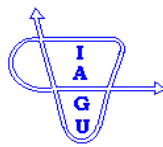
- La recherche documentaire
- Enquête socioéconomique
- Enquête quartier
- Marches exploratoires
- Sondages délibératifs
- Enquête institutionnelle
- Atelier multi-acteurs
- Etude de la perception des acteurs
- Analyse des statistiques de la police et de la justice
- Organisation d'un concours sur les TIC

11. Préparation de rapports de recherche

A la suite des activités de collecte et de traitement des données, cinq (05) rapports de recherche ont été produits :

- Ampleur et déterminants de la violence
- Aménagement et Violence
- Résilience
- Politiques et stratégies officielles
- Dimensions sexo-spécifiques de la violence

Ces différents rapports sont retravaillés avec l'aide de relecteurs et consolidés dans un ouvrage collectif.



12. Vulgarisation du projet et des résultats de recherche

i. Organisation de forums communautaires dans les deux communes

Avant le démarrage des activités de collectes de données, un forum communautaire a été organisé dans chaque commune. L'organisation des forums avait pour objectifs de :

- mobiliser les communautés autour du projet et des activités à venir,
- recueillir les premières perceptions sur la situation des jeunes et la violence dans les deux communes,
- et de recueillir l'avis des communautés sur les activités à venir.

Les forums ont enregistré la participation des équipes municipales, des chercheurs, des associations, des acteurs communautaires et des leaders d'opinion dans chaque commune.

Ces activités dont l'organisation a été déléguée aux municipalités ont permis de renforcer le partenariat entre ces dernières et l'IAGU. Cette responsabilisation a renforcé l'adhésion des autorités locales et des autres acteurs locaux au projet. La forte participation des acteurs (une centaine) et l'engagement des parties prenantes ont facilité la coopération des habitants lors des activités de collectes de données. Les témoignages et idées émis par les uns et les autres ont permis au préalable de mieux orienter les outils de collecte de données.

Les deux événements (deux communes) ont fait l'objet de médiatisation avec l'invitation de la presse écrite, orale et audiovisuelle et de la presse en ligne.

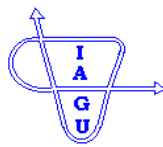
ii. Sondage délibératif

Les sondages délibératifs, outre d'avoir été une activité de triangulation de l'information, ont été également des occasions de vulgarisation du projet, des premiers résultats de recherche et des premières recommandations de la recherche portant sur le besoin de mise en relation entre acteurs, notamment les décideurs et les populations conviées. Il s'agissait de présenter aux jeunes filles et garçons et aux acteurs communautaires les premiers résultats issus de la recherche pour discussion, validation et appropriation.

Lors des sondages, les chercheurs ont procédé à la présentation des différents résultats portant sur l'exclusion et la violence chez les jeunes, les facteurs d'explication, les politiques officielles, les stratégies individuelles et communautaires et les recommandations. Chaque aspect présenté a fait l'objet de discussion par les populations. Les avis de ces dernières sont prises en compte dans le cadre des analyses supplémentaires effectuées et dans l'élaboration des recommandations.

Dans chaque commune, il a enregistré la participation de jeunes filles et garçons résidant dans la commune ; les associations de femmes ; les associations de jeunes ; les délégués de quartiers ; les *bajenu Goxx* ; les imams et clergé ; les conseillers municipaux ; les ASC ; les acteurs sociaux (AEMO, Maison de justice, centre sauvegarde, centre ado, école de foot...).

En effet, les jeunes et les acteurs communautaires ont toujours déploré l'inexistence ou la méconnaissance de structure de prise en charge des jeunes confrontés à des difficultés particulières telles que la violence ou des formes d'exclusion. Or il existe des structures dédiées telles que les Centres Conseil Ado, l'Action Educative en Milieu Ouvert (AEMO),



les Centres Départementaux d'Education Populaire et Sportive qui déplorent leur très faible fréquentation par les populations, les jeunes dans ces situations notamment.

Les sondages ont servi de prétexte pour les représentants de ces structures pour faire un plaidoyer auprès des participants sur l'importance de ces structures en matière de prise en charge et cela a permis d'établir le pont entre ces derniers et les acteurs communautaires qui ont pris leur attache.

iii. Participation à des rencontres scientifiques

La présentation du projet lors de différents ateliers et forums (atelier de lancement, atelier multi-acteurs, atelier de la cohorte) a été l'occasion de partager les objectifs, les résultats attendus et de diffuser des résultats préliminaires. Par ailleurs, l'équipe a profité de différentes tribunes pour présenter le projet et les résultats préliminaires. Ce fut le cas aux différents séminaires de formation organisés par le Centre des Hautes études de Défense et de Sécurité (CHEDS) : (i) séminaire pour la Commission défense et sécurité de l'Assemblée le 16 avril 2016 avec comme thème « *les défis de la sécurité urbaine au Sénégal* » ; (ii) au séminaire post-forum 2017 organisé le 25 juin 2018 dont le thème portait sur « *Prévention et lutte contre l'extrémisme violent : quelles réponses des populations ?* » lors duquel une communication sur « *les jeunes face à la violence à Dakar : ampleur et stratégies développées aux HLM et à Médina Gounass* » a été faite ; (iii) au séminaire régional de la Fondation Frederick Edberg en collaboration avec le CHEDS sur le thème « *Culture, Défense, Sécurité et Paix : le rôle des femmes* » du 18 au 20 septembre 2018 avec comme thème « *rôle et réponses des jeunes dans la prévention et la lutte contre les menaces et défis sécuritaires* » et enfin (iv) au séminaire pour les décideurs le 11 avril 2019 avec comme thème « *la sécurité privée au Sénégal défis et perspectives* ».

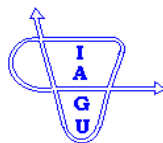
Le Dr. Rosalie Diop a également présenté les résultats sur « *Les stratégies de résiliences des jeunes face aux violences en Afrique francophone. Cas des HLM et Médina Gounass* » lors du colloque international sur *La jeunesse en Afrique francophone. Des engagements à l'affirmation du sujet* qui s'est tenu du 10 au 12 juillet 2019 et organisé par l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française.

Suite à l'appel à candidature de *Muntu Institute*, qui organise une conférence qui aura lieu à Yaoundé en Juillet 2019 sur Précarité et insécurité en Afrique, l'IAGU a soumis deux propositions de communication : une sur les déterminants de la violence et une sur la résilience des jeunes. Toutefois, nous sommes toujours dans l'attente de la suite accordée à ces deux propositions de communication.

Des démarches ont été effectuées auprès du comité national en charge de la coordination de la participation sénégalaise à Africités 2018 mais malheureusement, en l'absence de garantie sur les possibilités de communication, l'IAGU n'a pas participé à cette rencontre internationale.

iv. Partage de résultats au niveau communautaire (Théâtres populaires)

Les restitutions populaires ou théâtres populaires ont été des événements destinés au grand public mais également aux autorités des collectivités locales, aux autorités coutumières lors desquels la culture urbaine et les expressions culturelles portées par les jeunes ont servi de



canaux d'interprétation des résultats de la recherche. Ce sont des activités entrant dans le cadre du plan de communication et de la vulgarisation des résultats de recherche.

Elles ont été organisées dans chaque commune et les jeunes talents de la localité ont été mis en vedette. Ces derniers ont interprété dans différents arts (Rap, musique, poésie, théâtre) les résultats issus de la recherche.

A cet effet, les messages clés issus des résultats de la recherche leur ont été transmis :

– **Facteurs déterminants la violence**

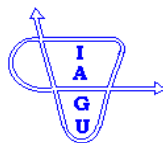
- Le défaut d'aménagement (étroitesse des rues, l'absence d'éclairage, les espaces publics mal gérés et mal entretenus...) favorise la violence dont les jeunes sont victimes ;
- Les jeunes deviennent vulnérables face à l'absence d'opportunités économiques, le chômage, le faible accès aux services sociaux de base (éducation, santé, transport, service de sécurité...), ce qui entraîne l'oisiveté et favorise leur implication dans la violence en tant qu'auteurs
- Les jeunes filles constituent la couche la plus vulnérable et sont victimes de formes de violences particulières
- Les mutations sociales et communautaires sont le soubassement de l'implication des jeunes dans la violence en tant qu'auteurs
- Les politiques de prise en charge des jeunes victimes de violence et d'accompagnement des jeunes auteurs de violence présentent des limites et ne sont pas toujours connues par les jeunes

– **Opportunités ou défis**

- Les TIC, bien que parfois facteurs d'implication des jeunes dans la violence en tant qu'auteurs peuvent être valorisées pour sensibiliser et gérer la violence impliquant les jeunes ;
- L'acceptation de la culture urbaine portée par les jeunes et leur responsabilisation et celle des femmes peut contribuer à la gestion de la violence ;
- La sensibilisation sur nos valeurs, l'encadrement religieux, l'éducation dans la cellule familiale peuvent aider les jeunes à ne pas verser ou à sortir de la violence

– **Pistes de solutions**

- Les jeunes doivent développer des facteurs personnels et ou comportementaux (contrôle ou estime de soi, le regard de l'autre) pour ne pas verser dans la violence
- Les parents doivent veiller :
 - Au renforcement de l'éducation de base et religieuse avec une sensibilisation des femmes sur leurs missions éducatives pour prévenir et gérer la violence;
 - A la promotion des valeurs traditionnelles et religieuses dans les cellules familiales et communautaires;



- A l'enseignement religieux (daara, cathéchisme) avant la scolarisation moderne pour l'appropriation des valeurs avant toute influence.
- Les acteurs politiques (collectivités locales, État) doivent :
 - Mettre en place un cadre de concertation locale entre acteurs éducatifs, sociaux, religieux communautaires, économiques et élus ;
 - Impliquer fortement les mouvements associatifs, les cadres religieux et les acteurs communautaires dans la lutte et la prévention de la violence ;
 - Développer des politiques de lutte et de prévention en milieu scolaire et sportive et promouvoir la formation et l'emploi des jeunes.

Ce sont sept (7) artistes aux HLM et cinq (5) à Médina Gounass qui ont interprété ces résultats à travers des messages sur l'importance de la paix de la quiétude sociale, de la responsabilité et du respect des parents, de la mère notamment, des valeurs des personnes religieuses en tant que référence, des méfaits de la drogue, du besoin d'incarnation des valeurs socio-culturelles par les jeunes.

v. Conception de vidéo

Les restitutions populaires ont fait l'objet de vidéo de capitalisation qui revient sur les prestations des acteurs et les avis des parties prenantes (chercheur principal, facilitateur et Maire...).

Une vidéo de capitalisation du projet était également prévue afin de revenir sur le déroulement du projet et les leçons apprises mais la pandémie de la covid 19 n'a pas permis sa réalisation.

vi. Conception de policy brief

Pour les besoins de synthèse, les résultats du projet ont été édités dans deux policy brief qui ont mis l'accent :

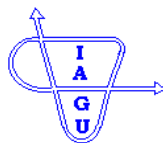
- les résultats majeurs de la recherche et les recommandations pour une prise en charge adéquate de la problématique de la violence chez les jeunes ;
- la gouvernance de la sécurité au niveau local.

vii. Communication dans la presse locale (presse écrite, Radio, Télé)

La communication dans la presse s'est faite lors des différentes activités de mobilisation : Ateliers, forums...) avec une couverture par des télévisions, des radios et des médias online qui ont repris et diffusé à chaque fois l'objet de la recherche, les résultats selon l'état d'avancement. Une émission a été animée à la Radio Municipale de Dakar (RMD) également pour partager les résultats finaux du projet avec l'ensemble de la communauté de la ville.

viii. Atelier national de restitution

L'atelier national de restitution a enregistré la participation de différents types d'acteurs scientifiques, politiques, communautaires ainsi que les acteurs de la société civile pour discuter des perspectives d'amélioration des politiques et programmes de lutte contre l'exclusion des jeunes et leur engagement dans la violence. En effet, ses objectifs étaient de :



- partager les résultats de la recherche ;
- engager les acteurs sur les recommandations issues de la recherche ;
- jeter les bases pour l'établissement de partenariats dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations issues de la recherche.

L'atelier a été présidé par le Secrétaire Général du Ministère de l'Intérieur et a enregistré la participation de la Directrice Régionale du CRDI pour l'Afrique de l'Ouest basée à Dakar. C'était l'occasion de revenir sur les résultats majeurs de la recherche notamment sur l'ampleur de la violence, les déterminants de l'implication des jeunes, leur stratégie de résilience et la gouvernance locale de la sécurité.

Cette rencontre a été réhaussée par la session IAGU challenge qui a consacré les prix meilleure innovation jeune pour la prévention et la gestion de la violence.

ix. Restitutions des résultats au niveau des conseils municipaux

A la suite de l'atelier national de restitution, des audiences avec les conseils municipaux des deux communes et des deux villes sont prévues pour une présentation des résultats de recherche, pour partager avec eux ce qui ressort des enquêtes dans leurs quartiers et les recommandations des chercheurs pour une meilleure prise en charge de la problématique de l'exclusion et des violences impliquant les jeunes dans la gouvernance urbaine.

x. Publication d'un ouvrage collectif

Les différentes questions abordées dans le cadre du projet ont fait l'objet de rapports de recherche qui sont révisés sous forme de chapitres pour la publication d'un ouvrage collectif en co-édition IAGU & Karthala. Ce sont notamment les rapports sur :

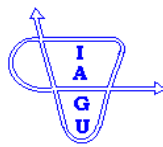
1. L'ampleur de la violence et les déterminants d'implication des jeunes
2. Les politiques officielles et la gouvernance de la sécurité urbaine
3. Les stratégies de résilience des jeunes face au contexte de violence en milieu urbain
4. L'aménagement et la violence urbaine
5. Les femmes et la violence en milieu urbain.

IV. Synthèse des résultats de recherche et des incidences en matière de développement

Dans la perspective de l'objectif général de l'étude, trois axes de recherche ont été développés : (i) Diagnostic de l'ampleur et des déterminants de l'implication des jeunes dans la violence, (ii) Caractérisation des politiques et stratégies de prévention et de gestion de la violence (iii) le développement de plateformes et de solutions innovantes.

1. Diagnostic de l'ampleur et des déterminants de l'implication des jeunes dans la violence

Ce volet est relatif au premier objectif : « *Conduire un diagnostic critique des facteurs politiques, économiques, sociaux, culturels, institutionnels et l'aménagement qui expliquent l'exclusion des jeunes (filles et garçons) et leur engagement dans la violence dans le but*



d'élaborer des politiques et des programmes plus efficaces ». Les recherches effectuées sur la question montrent.

i. Des jeunes exclus de certains avantages socio-économiques de la ville

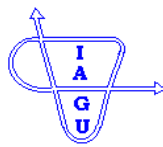
La situation des jeunes dans les communes des HLM et de Médina Gounass est à l'image de celle du pays avec un niveau d'instruction assez faible, une situation socioprofessionnelle instable, des conditions de vie parfois précaires liées aux revenus modestes des familles, à un faible accès à des services sociaux de base, surtout à Médina Gounass. Cette situation expose les jeunes à différentes formes d'exclusions et d'inégalités. Si la majorité des jeunes (90,1%) vivent avec leur famille, 45,9% d'entre eux évoluent dans la promiscuité aux HLM et 61% à Médina Gounass, avec souvent 5 à 6 personnes par pièce (8,10% à Médina Gounass et 3,7% aux HLM). De plus, 46% des jeunes travaillent dans le secteur informel ou s'activent au foyer ou sont des chômeurs.

ii. Une ville violente avec de jeunes garçons en pole position

Dans les deux communes, les jeunes sont victimes de violences multiformes allant des violences physiques (coups et blessures, gifles et bousculades) à des conduites déviantes (usages et trafic d'alcool ou de drogues) sources de violences en passant par les violences verbales (insultes, menaces), les atteintes aux biens (cambriolages, vols et agressions) et les violences sexuelles (viol, excision et autres maltraitances). 20,6% des jeunes ont été, au moins une fois, victimes de violences physiques ; 41,7% de violences verbales ; 3,7% de violences sexuelles ; 44,1% d'atteintes aux biens et 2,9% de mauvaises pratiques assimilables à la violence.

Bien que les femmes soient considérées, de manière générale, plus vulnérables face aux situations de violences, les jeunes garçons sont plus victimes de violences. En effet, si 16,7% des femmes sont victimes de violences physiques, ce pourcentage est de 24,5% chez les garçons. C'est aussi le cas pour les violences verbales, 40,3% pour les filles contre 43,2% pour les garçons ; les violences sexuelles avec 3,3% pour les filles contre 4,5% pour les garçons et les atteintes aux biens où 41,8% des filles sont affectées contre 46,5% chez les garçons.

Les jeunes sont également impliqués dans la violence en tant qu'auteurs. 8,8% ont été, au moins une fois, auteurs de violences physiques ; 13,9% de violences verbales ; 2,8% d'atteintes aux biens ; 0,1% de violences sexuelles et 0,7% de mauvaises pratiques. Il faut souligner que 10,2% des jeunes sont souvent impliqués dans les conflits de voisinage. Les jeunes femmes sont aussi moins auteurs de violence que les jeunes hommes avec respectivement 4,2% chez les femmes contre 13,3% chez les hommes pour les violences physiques ; 10,8% contre 17% pour les violences verbales et 0,9% contre 2,7% pour les atteintes aux biens.



Le risque d'être auteur de violences physiques est 4 fois plus élevé chez les jeunes battus dans leur famille que ceux qui ne l'ont pas été. Les jeunes rejetés ou marginalisés par leur famille présentent 3 fois plus de risque d'être auteurs de violences verbales et 22 fois plus le risque de commettre des actes d'atteintes aux biens. Le risque d'être victime de violence physique est 3 fois plus élevé chez les jeunes qui ont fait l'objet de rejet dans leur famille si on les compare à ceux qui ne l'ont jamais été. Les jeunes garçons sont 40% moins exposés aux violences physiques que les jeunes femmes.

Le défaut d'aménagement lié à l'étroitesse et la sinuosité des rues du fait de l'absence de lotissement, à l'encombrement et l'insalubrité de l'espace public, au manque d'éclairage public, aux embouteillages, à l'existence de lieux servant d'abris aux délinquants (maisons abandonnées, enclos, chantiers), à la proximité de lieux d'activités économiques et à la présence de lieux de vente ou de consommation d'alcool et de drogues, expose les populations, notamment les jeunes, à la violence en général, la violence physique en particulier.

2. Caractérisation des politiques et des stratégies de prévention et gestion de la violence

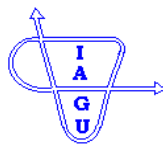
L'étude des politiques et des stratégies de résilience nous permet de conclure sur un cadre de gouvernance de la sécurité urbaine encore désarticulé. En effet, les politiques publiques de prévention et de gestion de la violence sont essentiellement portées par les Forces de défense et de sécurité. Leur action est de nos jours complétée par l'intervention de l'ASP à travers la gouvernance sécuritaire de proximité, qui est un modèle de gestion de la sécurité publique axée sur la prévention. A côté de l'État, les pouvoirs locaux et la société civile sont aussi associés à la production de la sécurité au niveau territorial. Des sociétés privées de gardiennage sont également autorisées par l'État à assurer la protection des personnes et biens.

La collaboration entre ces différents acteurs doit se faire à plusieurs niveaux, de l'élaboration des politiques et stratégies à leur opérationnalisation. Cependant, la majorité des personnes ressources communautaires et des intervenants extérieurs constatent la faiblesse ou l'absence d'une telle collaboration. Il n'existe pas d'articulation formelle et un cadre d'intervention clair au niveau opérationnel. Le cloisonnement des interventions des différents acteurs demeure un obstacle pour une meilleure prise en charge de la problématique.

3. Développement de plateformes et de solutions innovantes

L'étude sur les plateformes et solutions innovantes montre l'intérêt des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans la prévention et la gestion de la violence.

Les possibilités d'une valorisation des TIC dans la prévention et la gestion de la violence peuvent se décliner sur plusieurs registres, allant de l'information à la communication en passant par la sensibilisation et l'éducation. Déjà, parmi les jeunes disposant d'un téléphone portable (89,4% des jeunes entre 15 et 35 ans), 7,2% l'ont utilisé, au moins une fois, pour diffuser de bonnes pratiques de prévention et de lutte contre la violence ; 4,6% pour alerter d'une scène de violence ; 2,7% pour dénoncer quelqu'un, 1,4% pour attirer l'attention sur la présence d'un délinquant et 2,9% pour sensibiliser sur les risques encourus dans un endroit.



Parmi les jeunes qui utilisent les réseaux sociaux (65,2% WhatsApp ; 61,5% Facebook), 21,7% l'ont utilisé, au moins une fois, pour prévenir ou lutter contre la violence. Parmi ces derniers, 50,7% l'ont fait pour diffuser de bonnes pratiques, 31,6% pour sensibiliser sur les risques dans un endroit, 11,8% pour attirer l'attention sur la dangerosité d'une zone, 7,4% pour dénoncer quelqu'un et 7,4% pour informer sur la présence d'un délinquant.

Par ailleurs, avec l'avènement des technologies de pointe, comme la « machine learning », l'intelligence artificielle (communément appelée IA), les IoT (les objets connectés), l'usage des drones, les Big Data, les Open Data, le Chatbot, la Blockchain, entre autres, il existe de réelles opportunités de mise à profit de toutes ces possibilités dans la prévention et la gestion de la violence. L'expérience a été démontrée par des jeunes porteurs de projet accompagnés par l'IAGU pour la proposition de solutions innovantes pour la sécurité urbaine. A la suite de la présélection des idées de projets innovants, les jeunes ont été accompagnés pour la finalisation de leurs projets.

a. WALLU 2

« WALLU » qui signifie en wolof « assistance » est une application mobile qui permet de faire une demande d'assistance en cas de danger. En cas de danger imminent l'utilisateur peut appuyer sur un bouton et cela permet d'envoyer un signal à d'autres utilisateurs qui pourront le localiser et venir à son secours. Ce signal peut être transféré aux agents de la sécurité publique qui pourront intervenir pour les cas graves.

On peut aussi signaler un danger ou dénoncer quelqu'un en toute confidentialité. L'utilisateur renseigne des informations sur un formulaire qui sera transféré à une brigade de gendarmerie ou un commissariat de police pour que ceux-ci puissent enquêter et punir les coupables.

L'application comprend aussi un volet de formation : toutes les formations gratuites liées à la sécurité seront répertoriées et l'utilisateur peut s'inscrire pour suivre ces cours.

Les Fonctionnalités qui visent à « Signaler et localiser en temps réel un personne en danger » offrent de la formation professionnelle sur les métiers de la sécurité".

b. HELP ME

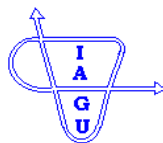
« HELP ME » est un projet orienté sécurité et secours pour le bien être de la population. Il a principalement les jeunes et les femmes qui se trouvent dans les différentes localités. L'application « HELP ME » repose sur une pluralité d'objectifs articulés autour de la Conscientisation et de la Sécurité.

Le projet « HELP ME » comprend plusieurs fonctionnalités qui sont :

- L'assistance secours
- Système d'alerte
- Système de géolocalisation

c. SECUMAX

La violence est un phénomène multiforme. Pour y faire face, l'application "SécuMax" est conçue pour Alerter, Dénoncer en pesant sur un bouton. Face au danger, le temps est compté et ne permet souvent pas de composer un numéro. Ainsi, à chaque alerte lancée, le suivi GPS et l'écoute d'ambiance en temps réel sont enclenchés. L'application est aussi dotée d'autres



Options : 1/Alerte sécurité, 2/ Santé et assistance, 3 / Déclarer une incivilité, 4/ Atteintes à caractère sexuel, 5 /SOS Association.

Les Fonctionnalités phares sont :

- La géolocalisation : permettant d'obtenir des statistiques par Alerte
- SOS Alerte : Sécurité (Police / ASP) - Assistance Médicale (sapeurs pompiers)
- Forums : une Plateforme permettant aux utilisateurs d'échanger des Conseils/Études/Documents et accessible à partir de l'Application.
- Espace Association : est un option qui sert de Solutions permettant de dénoncer/Alerter/Prévenir/Témoigner au sein des Associations ciblées (Abus sexuels ou Viol, Grossesses non désirées , conduites déviantes (usages et trafic d'alcool ou de drogues), Incivilité...).

d. WARNING APP

WARNING APP est une application mobile développée en windev mobile. Cette application est un moyen très efficace de prévention de dangers éventuels. Elle dispose d'un menu très simple à utiliser. Le bouton ALERTE permet de déclencher un appel dont nous serons les récepteurs pour pouvoir localiser ta position. L'application demande à l'utilisateur d'activer sa localisation. Et les 4 autres permettent d'envoyer les faits par sms.

Trois (3) de ces projets ont été présentés lors de l'atelier national de restitution de résultats de la recherche. Le prix de la meilleure innovation technologique pour la prévention et la gestion de la violence a été décerné à WALLU par un jury. Le deuxième et le troisième prix ont été attribués respectivement à WARNING UP et à SECUMAX.

Les critères de sélection ont porté sur différents aspects :

		Secumax	Wallu	Warning up
Critères de Notation	Points			
2 - Compréhension claire de la thématique du projet	15	12	14	12
3 - Originalité du projet:				
a- Public cible	5	2,5	4	3
b- Concision de la solution	5	2	4	3
c- Clarté des fonctionnalités clés et/ou services	5	3	4	3
4 - La pertinence par rapport aux besoins liés à la violence dans les deux communes ciblées	25	13	19	15
5 - Innovation:				
a- Est-ce un service ou un produit nouveau ou amélioré ?	10	8	9	7
b- Utilité ou clarté d'usage du produit	10	6	8	6
6 - Faisabilité technique	5	3	4	4
TOTAL DES POINTS	80	50	66	53

Le jury était composé de :

Mme Maye Seck Sy (Chercheuse du projet)	: Présidente du Jury
Mme Rosalie Zobo (Représentante des jeunes)	: Membre
M. Djibril Diop (Chercheur principal du projet)	: Membre
M. Babacar Diop (Point focal du projet aux HLM, conseiller municipal)	: Membre
M. Alassane Dia (Représentant de la Mairie de Médina Gounass)	: Membre
M. Boubacar Traoré (SG ASP)	: Membre

4. Incidences

Les incidences dont vise la mise en œuvre de ce projet portent sur des espaces urbains sécurisés, la prévention de l'exclusion des jeunes et le renforcement de leur résilience ; ceci à travers différentes étapes dans le processus de changement.

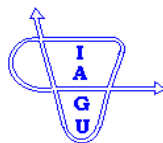


Figure 1: Théorie de changement du projet

Dans le processus, il faut souligner que d'importants résultats sont obtenus et ont eu des impacts réels sur le terrain.

Tableau 1. Résultats obtenus par rapport aux résultats attendus

Résultats attendus	Obtenus
Production de connaissances	Production de connaissances sur l'ampleur de la violence, les déterminants de la violence impliquant les jeunes, les politiques de prévention et de gestion de la violence, les facteurs et mécanismes de résilience des jeunes
Renforcement des capacités de recherche	Renforcement de capacités des chercheurs sur les outils de communication, la recherche qualitative et les nouveaux outils de collecte de données
Influence des pratiques	Mise en place de comités consultatifs dans chaque commune ; Mise en relation des acteurs institutionnels avec les populations (AEMO, Mairie...)



	Mobilisation des 12 équipes de créateurs et d'acteurs culturels dans les deux communes (7 aux HLM et 5 à Médina Gounas) sur le thème de l'exclusion et de la violence chez les jeunes
Renforcement du leadership et de l'autonomisation des jeunes à se prendre en charge	4 jeunes accompagnés pour la création de leur start up ; 18 jeunes renforcés sur le développement de protocole de recherche, de collecte et de traitement de données avec des technologies innovantes
Développement des technologies innovantes	4 projets équipés de jeunes accompagnées dans la production de technologies innovantes pour la prévention et la gestion de la violence et 4 innovations développées pour l'amélioration de la gestion de la sécurité.

i. Impact préliminaire sur les politiques

Pour insuffler de nouvelles politiques locales en matière de prévention et de lutte contre les violences impliquant les jeunes, le projet a permis la mise en place d'un comité consultatif local sur la violence urbaine par arrêté municipal dans chacune des communes cibles de l'étude. Ces instances sont des cadres de concertation entre les acteurs communautaires et les élus locaux pour améliorer la gouvernance de la sécurité au niveau local.

ii. Impact préliminaire sur les pratiques

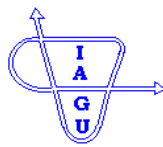
Les ateliers et forums multi-acteurs ont été l'occasion d'établir des liens et la communication entre, les élus, les acteurs communautaires et les jeunes. Ces derniers ont toujours déploré l'inexistence ou la méconnaissance de structures de prise en charge des jeunes confrontés à des problématiques particulières comme la violence ou diverses formes d'exclusion. Or, il existe des structures dédiées comme les Centres Conseil Ado, l'Assistance Educative en Milieu Ouvert (AEMO), les Centres Départementaux d'Éducation Populaire et Sportive (CEDEPS) qui déplorent leur très faible fréquentation. Aux HLM, les jeunes de certains quartiers ayant déploré l'inaccessibilité des élus lors d'un des forums communautaires, ont été invités par le Maire pour discuter des problèmes spécifiques de leur quartier.

Dans ce même sillage, le Maire des HLM a pris l'initiative d'accompagner les jeunes rappers qui ont contribué à l'interprétation des résultats de la recherche lors de la restitution populaire aux HLM.

Les artistes dans les deux communes ont proposé et exécuté des créations sur le thème de l'exclusion et de la violence chez les jeunes en partenariat avec les autorités locales et avec l'accompagnement du projet.

iii. Impact préliminaire sur l'égalité entre les sexes

L'aspect genre (sexospécificité) a constitué une dimension transversale de l'étude. Il a été pris en compte à travers plusieurs étapes du projet depuis la constitution de l'équipe jusqu'à la conduite proprement dite des enquêtes sur le terrain. Dans la compréhension de l'exposition des jeunes à la violence, il s'agissait de chercher à comprendre dans quelle mesure la spécificité de la situation des femmes, des jeunes filles en particulier, induisait ou non une plus grande exposition aux phénomènes de violence, d'exclusion et d'injustice ? Il s'agissait de mettre en exergue un certain nombre de variables qui caractérisent spécifiquement les



violences basées sur le genre (VBG) : le milieu social, le cadre de vie, le réseau relationnel et le niveau d'intégration. L'analyse des variables a autant concerné les jeunes femmes qui sont victimes de violences que celles qui en sont des auteures. En effet, nous avons une dépendance très significative au genre par rapport aux jeunes auteurs de violences physiques, de violences verbales et une dépendance significative pour les cas d'atteintes aux biens. En résumé, on peut dire que l'implication des femmes / des jeunes filles et des hommes dans la violence en tant que victime ou auteur est tributaire d'une série de facteurs structurels et d'inégalités de genre. Comme résultat préliminaire, on peut noter qu'une différenciation des mécanismes et des stratégies d'intervention, selon le sexe et l'âge, permettrait certainement de faire face plus efficacement aux violences basées sur le genre (VBG), par exemple en favorisant la participation des filles aux instances locales de décision.

V. Méthodologie

La démarche adoptée dans le cadre de cette étude intègre la recherche action-participative et la recherche comparative. La recherche s'est faite suivant une approche pluridisciplinaire impliquant les communautés ainsi que tous les acteurs locaux et institutionnels pertinents.

La méthodologie adoptée pour cette étude concilie différentes approches selon les objectifs assignés. Outre la documentation, la collecte de données, notamment au niveau de structures comme la Police et la Justice, cette recherche s'est appuyée sur la collecte et le traitement de données au niveau des populations, en particulier auprès des jeunes (filles et garçons) à travers différents outils : les enquêtes quantitative et qualitative sur la violence, les marches exploratoires avec les populations locales et les sondages délibératifs.

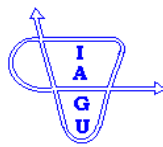
1. Recherche documentaire

Ce travail a concerné différents concepts et notions :

- Jeunes
- exclusion
- violence
- résilience
- aménagement urbain
- environnement urbain à Dakar
- contexte socio historique à Dakar
- revue des pouvoirs de police des maires
- TIC dans le domaine de la sécurité.

Le travail documentaire réalisé sur ces questions a permis de bâtir le cadre théorique et conceptuel de la recherche avec l'affinement des hypothèses. Les hypothèses sont reformulées comme ci-après:

- **Le développement de plateformes de gouvernance urbaine inclusive soutenue par la valorisation des TIC permet de prévenir les situations d'exclusion qui favorisent la violence chez les jeunes (filles et garçons) et d'assurer leur résilience .**



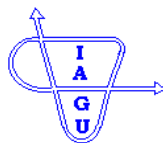
- L'exclusion économique, sociale, politique et la marginalisation des expressions culturelles des jeunes ainsi que le défaut d'aménagement des quartiers sont à l'origine de leur implication dans la violence en milieu urbain.
- L'efficacité des politiques de prévention et de lutte contre l'exclusion et la violence chez les jeunes et des stratégies de résilience suppose l'établissement de partenariats entre acteurs institutionnels, associatifs et communautaires, l'appropriation, l'intégration de leurs pratiques et la différenciation des solutions selon le genre.
- L'utilisation appropriée des TIC constitue un champ d'innovation dans la conception et la mise en œuvre des mesures de prévention et de gestion de la violence dans les quartiers dits sensibles.

En effet, de la revue documentaire, il en ressort que la résilience est la résultante d'un équilibre issu de l'interaction entre des facteurs de risque et des facteurs de protection (Bouzeriba, 2013). En effet, s'il est admis qu'un environnement urbain inadéquat, qui exclut certains membres de la société des avantages de l'urbanisation et de la participation dans la prise de décision et le développement, accroît la criminalité (UN-Habitat, CRDI), il faudra reconnaître que la gouvernance pourrait assurer le relèvement de l'environnement urbain soutenue par la valorisation des TIC.

La gouvernance ou organisation des interventions, d'une « orientation des décisions et de partage des responsabilités » pour des objectifs bien déterminés appelle à « une transformation des manières de concevoir et d'agir » (Felli, 2014). Elle nécessite un partenariat entre les différents acteurs du monde urbain à différentes échelles, l'intégration des pratiques des jeunes qui sont les principaux concernés et une différenciation genre pour des questions d'équité afin de permettre une appropriation des politiques officielles. La pertinence des politiques de smart cities donne l'essence de l'usage ou de la valorisation des TIC dans ce cadre de gouvernance pour la sécurité des jeunes. C'est à cet effet que "l'administration intelligente" (Giffinger, 2007) est promue avec l'usage des TIC qui constitue un champs d'innovation dans la prévention et la lutte contre la violence. Le développement des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) instaure un nouveau rapport de l'Homme à l'espace et au temps ainsi qu'un accroissement notable des capacités de contrôle sociale (Neuilly, 2005)². Les TIC assurent le renouvellement des processus de communication traditionnels, des modalités d'interactions collectives, d'organisation, des pratiques sociales ainsi que leur spatialisation (Fillon, 1998 cité par Neuilly, 2005).

L'environnement urbain inadéquat peut être perceptible à travers l'exclusion sociale (non accès aux services sociaux de base, manque de ressources et d'opportunités économiques...), l'exclusion politique (manque de prise en compte des préoccupations, manque d'intégration dans la prise de décision...), la marginalisation culturelle (rejet, discrimination...) et le défaut d'aménagement (cadre de vie précaire, sous équipement...).

² Neuilly, Marie-Thérèse, 2005, "Innovation, contrôle social et développement urbain", Esprit critique, Hiver 2005, Vol.07, No.01, ISSN 1705-1045.



En effet, la ville doit se distinguer par une cohérence sous toutes ses formes : architecturale, sociale, économique et environnementale pour répondre aux fonctions primordiales que sont : Habiter, S'éduquer et se Former, Travailler, Circuler, se Divertir. Des insuffisances sur ces fonctions en milieu urbain sont à l'origine de la précarité chez les jeunes. Ces conditions entretiennent des frustrations sociales car émanant d'exclusion sociale, politique, économique, de marginalisation en plus d'environnement urbain déficient. Ces frustrations sociales conduisent à des déstabilisations psychologiques, sociales, qui sont un frein à la cohésion sociale et sont sources de comportements violents (Pax christi, 2008). Ainsi, une diversité de facteurs génère un risque d'implication des jeunes dans la violence soit en tant que victime, soit en tant qu'auteur qu'une plateforme de gouvernance avec l'usage des TIC pourrait résorber.

Les différentes variables qui ressortent des hypothèses ont ainsi été décomposées en dimensions et indicateurs et les données potentielles à collecter ont été identifiées. Ce travail a conduit à une révision des outils de collecte de données pour mieux prendre en charge ces questions.

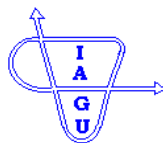
2. Enquête socioéconomique

Elle visait à déterminer le profil des cibles, connaître leurs conditions de vie et leur niveau d'implication dans la violence et cerner leur regard sur les situations d'insécurité dans leur quartier. Différents thèmes ont été abordés :

- *Profil de l'enquête*
- *Conditions sociales et économiques*
- *Intégration politique*
- *Expressions culturelles des jeunes*
- *Forme urbaine*
- *Mobilité urbaine*
- *Victime, auteur ou témoin des violences ciblées*
- *Résilience*
- *Accessibilité des outils TIC selon le besoin*

Une enquête systématique de tous les quartiers dans les deux communes cibles a été effectuée sur la base d'un échantillon aléatoire selon leur proportionnalité. Pour des questions d'optimisation, la collecte des données s'est faite avec Kobocollect qui permet de géolocaliser les enquêtés, de recueillir et de contrôler la qualité des données instantanément au niveau d'une base centrale. Le traitement des données est effectué avec SPSS à trois niveaux : (i) un traitement à plat qui reprend l'ensemble des paramètres du questionnaire, (ii) un traitement bi-varié qui croise les variables socioéconomique, politique et culturel avec les variables sur la violence et enfin (iii) un traitement multi-varié avec l'analyse de la régression logistique qui permet d'analyser les risques selon une modalité de référence pour chaque variable.

Le traitement à plat a permis d'avoir une vue générale sur les différents paramètres ce qui est intéressant pour l'analyse du contexte socioéconomique mais également l'étude de l'ampleur de la violence et la fréquence (auteur, victime, témoin). L'étude de la violence sous cette



approche, permet d'analyser le chiffre noir autour de la violence en favorisant l'obtention d'informations sur les cas de violence vécus et non déclarés, le contexte, les motivations...

Le traitement bi-varié a permis de déterminer le profil des jeunes impliqués dans la violence en tant qu'auteur et en tant que victime à travers l'analyse des dépendances. Les traitements multivariés ont permis d'affiner les résultats et de déceler les déterminants de l'implication des jeunes dans la violence et les facteurs d'exposition.

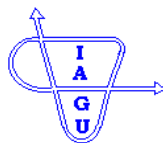
Ces différents résultats ont fait l'objet de spatialisation avec la production de différentes cartes thématiques.

3. Enquête quartier

Les enquêtes quartiers sont des opérations de diagnostic territorial qui permettent d'interroger l'environnement et le cadre de vie. Ces enquêtes ont été effectuées dans tous les quartiers des deux communes cibles pour avoir les informations sur les données administratives, la trame urbaine, l'espace public, le mobilier urbain, les infrastructures et équipements, la mobilité urbaine et les services sociaux de base. Pour collecter ces informations, différentes sources ont été identifiées et différentes méthodes adoptées :

Source de l'information	Méthodes
Mairie	Focus groups avec les agents de la Mairie (les points focaux et les secrétaires municipaux) Consultation de rapports
Délégué de quartier	Entretien semi-structuré
Cartographie / ANSD/	Consultation de rapports Exploitation de base de données
Services techniques départementaux	Entretien semi-structuré Consultation de rapport
Ecoles/Instituts	Entretien semi-structuré Consultation de rapport Exploitation de base de données
Daaras/ Lieux de culte	Entretien semi-structuré Consultation de rapport Exploitation de base de données
Poste de santé	Entretien semi-structuré Consultation de rapport
Ateliers/ autres opérateurs économiques/ Espaces publics	Entretien semi-structuré Consultation de rapport; Exploitation de base de données
Terrain	Observations participantes

Le scoring a été utilisé comme base de traitement. Les situations les plus favorables du point de vue aménagement ont obtenu les notes les plus élevées. Par la suite, tous les 33 quartiers enquêtés (19 à Médina Gounas et 14 aux HLM) ont été notés sur toutes les variables et dimensions. Au final, chaque quartier obtient une note totale qui rapportée au total des points possibles lui donne un niveau d'aménagement. Les résultats ont également fait l'objet de cartographie pour une analyse spatiale par commune et par quartier. Les niveaux d'aménagement ainsi évalués ont été comparés à la prévalence de la violence dans les différents quartiers afin de déterminer l'impact du niveau d'aménagement sur cette dernière.



L'hypothèse que nous soutenons considère que le défaut ou l'insuffisance de l'aménagement des quartiers accroît les situations de violence. Pour la vérifier, il s'est agi donc de comparer les niveaux d'aménagement des quartiers avec la prévalence de la violence (victimes, témoins) observée. Pour ce faire, nous avons utilisé des tests de corrélation linéaire et l'analyse de régression logistique. Nous avons aussi utilisé la cartographie pour comparer le niveau d'aménagement des quartiers avec la prévalence de la violence dans les quartiers.

4. Marches exploratoires

Les marches exploratoires sont des observations dirigées avec des groupes cibles (les jeunes dans le cadre du projet de recherche sur la violence chez les jeunes à Dakar) auxquelles sont adossées des focus groups avec ces derniers. Elles visent à mettre en lumière le lien entre la configuration des espaces et l'insécurité (vécue ou ressentie). Au-delà des éléments qui sont ressortis des enquêtes, les marches ont permis de renforcer et de trianguler les différentes informations relatives aux implications de l'aménagement sur les situations de violence.

Les jeunes ont fait part de leur espace vécu, de leur perception de l'espace et ont caractérisé leur territoire. Dans chaque commune, le quartier qui se distingue comme le moins violent et les deux les plus violents à la suite de l'enquête quantitative ont été choisis comme terrain du diagnostic en marchant (marche exploratoire) pour voir les éléments discriminants.

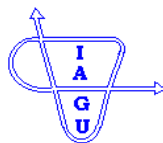
Pour chaque quartier, un itinéraire a été défini préalablement tenant compte de la forme urbaine et de la diversité des lieux identifiés. Pour effectuer les marches, des groupes de jeunes composés uniquement de filles, de garçons et des groupes mixtes ont été constitués dans chaque commune.

Dans chaque quartier, trois étapes ont été enregistrées : un briefing préalable avec les participants, la marche proprement dite et un focus-group, comme groupe de discussion à l'issue de la marche sous la supervision des agents des commissariats de police.

Les marches se sont faites avec l'appui de grille d'observation et de guide de discussion.

i. Grille d'observation participante

- *Ressentiment et sensation vis-à-vis des espaces visités*
 - Les sensations dans cette partie du quartier
 - Les raisons qui l'expliquent
 - Indications de ce qui rassure dans cet espace
 - Indications de ce qui met mal à l'aise dans cet espace
- *Perception des espaces visités comme lieux criminogènes*
 - Lieux de rassemblement de délinquants
 - Caractéristiques de l'espace (forme urbaine...)
 - Types de lieux sujets aux scènes de violence (marchés, rues mal éclairées...)
 - État des espaces publics (aménagement, éclairage, salubrité, attractivité)
 - Usages faits des lieux sujets
 - Absence de corps de sécurité et de patrouilles de police
 - Autres problèmes particuliers
- *Perception des espaces visités comme lieux rassurants*



- Existence d'un éclairage public sur l'itinéraire
- Fonctionnalité de l'éclairage
- Forme urbaine (tracé des rues, type de constructions; ...)
- Existence de corps de sécurité (vigiles, ...)
- Fréquence de patrouilles de police
- Autres raisons particulières

ii. Guide pour le focus-group post marche

Analyse de ce qui est retenu de la marche :

- Caractéristiques des espaces sujets aux scènes de violence
- Caractéristiques des espaces qui sont sécuritaires
- Perception des lieux publics visités (les éléments qui rassurent/les éléments qui mettent mal à l'aise).
- Les raisons pour lesquelles certains lieux sont évités (le jour/la nuit)
- Les causes de l'insécurité dans les lieux identifiés (spécifier pour les femmes)

Une analyse du contenu a été effectuée à partir des informations collectées pour renforcer l'analyse sur les liens entre l'aménagement et la violence. Ce travail permet d'analyser le ressenti des populations face aux patrimoines liés à l'aménagement et à la perception de l'existant.

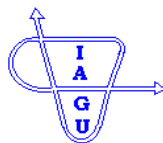
5. Sondages délibératifs

Les sondages délibératifs visaient une participation éclairée des populations à la prise de décision. L'objectif est de permettre aux populations d'exprimer leur perception des phénomènes, des politiques et stratégies identifiées dans le cadre des enquêtes préliminaires ainsi que leurs inquiétudes.

Dans la logique de l'approche participative, les sondages délibératifs sont organisés sous le format de forum pour davantage recueillir l'avis des communautés sur les politiques et stratégies en cours ainsi que celles à promouvoir dans le futur. Ce sont des restitutions populaires à mi-parcours faites par les chercheurs. Chaque aspect présenté doit faire l'objet de discussion par les populations.

Ils ciblent les acteurs communautaires, les élus et les acteurs sociaux intervenants dans la zone de l'étude. Dans le cadre de ce projet sur la violence exécuté par l'IAGU, ont été ciblés :

- Les jeunes filles et garçons résidants dans la commune
- Les associations de femmes
- Les associations de jeunes
- Les délégués de quartiers
- Les conseils de quartiers
- Les bajenu Goxx
- Les imams et clergé
- Les conseillers municipaux
- Les ASC



- Les acteurs sociaux (AEMO, Maison de justice, centre sauvegarde, centre ado, école de foot...)

La synthèse des travaux a permis de consolider l'analyse des données issues des enquêtes, d'apprécier l'acceptabilité des différentes recommandations auprès des différents acteurs et de les améliorer tenant compte des préoccupations des uns et des autres et de leurs réserves.

6. Enquête institutionnelle

L'enquête institutionnelle visait les acteurs institutionnels et les acteurs locaux de proximité qui s'activent directement dans la protection des populations contre les violences ainsi que toutes institutions impliquées indirectement dans la problématique. Elle a permis de collecter le maximum d'informations sur les situations de violence impliquant les jeunes dans chaque commune, les politiques et stratégies déroulées, les problèmes rencontrés ainsi que les propositions de renforcement et d'amélioration. Cette enquête a permis aussi de recueillir la perception des acteurs sur les politiques et stratégies et sur les liens entre les facteurs identifiés et la violence.

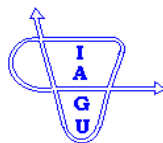
L'enquête institutionnelle est reconduite auprès des acteurs de proximité qui partagent le vécu des populations et des jeunes pour avoir leur positionnement, leur perception sur la situation, les stratégies de résilience ainsi que les pistes d'améliorations possibles. En tant qu'acteurs traditionnels du secteur dans leur collectivité, la connaissance de leurs stratégies et plans d'actions ainsi que de leur perception est nécessaire pour la caractérisation de la situation actuelle mais aussi pour l'identification de bonnes pratiques ultérieures.

Les enquêtes institutionnelles sont effectuées auprès des différents types d'acteurs avec des guides d'entretien semi-structuré sur les thématiques suivantes :

- Les situations de violence impliquant les jeunes
- Les politiques et stratégies déroulées
- Les problèmes rencontrés
- Les propositions de renforcement et d'amélioration.
- Les stratégies de résilience communautaire
- Le positionnement des acteurs
- Leur perception sur la situation (violence et cadre de gouvernance)
- Les pistes d'améliorations possibles

Les données ont été traitées par l'analyse de contenu avec le logiciel DEDOOSE.

Au total, ce sont 59 personnes ressources et institutions qui ont fait l'objet d'interviews semi-structurées. Les cibles se sont réparties entre : Collectivités territoriales ; Personnes ressources des deux communes ; Institutions publiques ; Représentants de la police et la Justice ; Organisations non gouvernementales. Les entretiens ont été transcrits et codés avec le logiciel *dedoose*. L'analyse des données issues des enquêtes institutionnelles et des personnes ressources a permis d'identifier les politiques et stratégies dédiées aux jeunes, celles destinées aux filles, leurs atouts et leurs difficultés.



7. Atelier multi-acteurs

L'atelier multi-acteurs est un tribunal d'échanges entre les différents acteurs ; c'était l'occasion d'identifier et de discuter les politiques et stratégies pour mieux cerner les positions et les avis des uns et des autres sur les problématiques de violence et d'exclusion des jeunes. A cet effet, les différents types d'acteurs ont été représentés (Justice, politique, locales, communautaires, sociétés civiles...).

Les objectifs étaient :

- identifier les politiques et stratégies de gestion et de prévention des situations et mécanismes favorisant les inégalités, l'exclusion et la violence chez les jeunes ;
- analyser la portée, les forces et les limites actuelles des politiques officielles et stratégies portées par les différents acteurs en faveur des jeunes ;
- identifier et analyser les pistes d'amélioration et d'innovations possibles pour prévenir et gérer les situations et mécanismes favorisant les inégalités, l'exclusion et la violence chez les jeunes.

Sur la base de communications introductives sur les thématiques de la recherche notamment les résultats préliminaires des enquêtes effectuées sur l'exclusion et la violence dans les deux communes ainsi que les politiques et stratégies identifiées, des ateliers parallèles sont organisés. La constitution des groupes a veillé sur la mixité selon le sexe, l'âge et les ressortissants des deux communes cibles de l'étude.

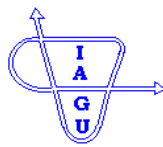
Quatre (4) ateliers thématiques ont été organisés dans le cadre de l'atelier multi-acteur : (i) les aménagements urbains et les situations d'exclusion, d'inégalités et de violence chez les jeunes ; (ii) les politiques de prévention et de lutte initiées pour contrer la violence chez les jeunes ; (iii) les stratégies de résiliences développées par ces derniers et les communautés et (iv) les solutions innovantes autour des TIC comme moyen de prévention et la gestion de la violence. Chaque atelier a travaillé par rapport à des sous-thèmes et a relevé les spécificités de chaque commune :

a. Aménagements urbains et situations d'exclusion, d'inégalités et de violence chez les jeunes

- Analyse de la situation actuelle dans chaque commune ;
- Identification des Projets et Programmes d'aménagement (équipements, infrastructures, installations économiques, espace public, éclairage, ...) ;
- Porteurs et objectifs des projets et programmes initiés ;
- Cibles visées par ces projets et programmes ;
- Portée et limites des projets et programmes initiés ;
- Recommandations.

b. Politiques de prévention et de lutte contre la violence chez les jeunes

- Identification des politiques officielles (acteurs, actions et cibles) ;
- Identification des politiques portées par les acteurs de la société civile (acteurs, actions et cibles) ;



- Portée et limites de ces politiques officielles ;
- Portée et limites des politiques portées par les acteurs de la société civile ;
- Recommandations pour l'amélioration des politiques officielles ;
- Recommandations pour l'amélioration des politiques portées par les acteurs de la société civile.

c. Stratégies de résiliences développées par les jeunes et les communautés contre l'exclusion et la violence chez les jeunes

- Identification des stratégies (acteurs, actions et cibles) ;
- Portée et limites des stratégies ;
- Recommandations pour l'amélioration des stratégies des acteurs.

d. Usage des technologies pour le développement d'innovation dans le domaine de la sécurité

- Types de technologies utilisées ou à utiliser dans le domaine de la prévention et de la gestion de l'insécurité ;
- Piste d'innovations possibles ;
- Plan de développement et d'appropriation par les acteurs.

Les résultats des différents travaux de groupe ont été restitués et validés en plénière par tous les acteurs représentés. Ils sont valorisés dans l'étude du cadre de gouvernance et dans les recommandations.

8. Etude de la perception des acteurs

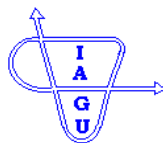
Afin de mieux apprécier le vécu des acteurs sur la problématique de la violence, une étude des perceptions des acteurs institutionnels et non institutionnels peut s'avérer intéressante. A cet effet, des focus groups et des récits de vie ont été déroulés et les enquêtes institutionnelles ont été valorisées.

Les enquêtes institutionnelles bien qu'ayant pour objectif premier de connaître les politiques et les stratégies, ont aussi été l'occasion d'interroger différents acteurs : Collectivités territoriales ; Personnes ressources des deux communes ; Institutions publiques ; Représentants de la police et la Justice ; Les organisations non gouvernementales sur la situation qui prévaut dans les zones d'étude et les facteurs explicatifs.

Les focus groups avaient pour cibles les jeunes des deux communes. Les récits de vie ont concerné des jeunes auteurs ou victimes de violences particulières pour discuter des motivations et des circonstances qui ont favorisé leur implication dans la violence ou leur exposition à la violence. Les données issues des différentes sources ont été traitées sur *dedoose* et les résultats valorisés dans l'interprétation des données d'enquête concernant les jeunes.

9. Analyse des statistiques de la police

L'exploitation des statistiques de la police visait à éclairer l'état de la criminalité avec l'analyse du gap qui peut exister entre l'insécurité « enregistrée », l'insécurité vécue (n'ayant



pas fait l'objet de plaintes mais vécue et identifiée dans le cadre des enquêtes des jeunes) et l'insécurité ressentie (étude de perception).

Les mains courantes des polices de Guédiawaye et des HLM ont été sollicitées au niveau des autorités centrales en vue d'évaluer la diversité des types de violences, leur fréquence, leur récurrence, les conditions de déroulement des scènes de violence, selon l'espace et le temps.

Le traitement s'est fait sur excel et a permis de faire ressortir la pluralité des objets de plainte, leur fréquence dans l'année, sur plusieurs années et pour chacun des commissariat de police polarisant les deux communes. Toutefois, les limites dans la précision des objets de plaintes ont fait que les résultats n'ont pas été valorisés dans l'analyse de l'ampleur de la violence.

10. Organisation d'un concours

Elle n'est pas classique en matière de méthodologie de recherche mais elle a été très performante dans la production de résultats. Dans le cadre du projet, les innovations technologiques sont considérées comme une nécessité dans la prévention et la gestion de la violence.

Au de-là de répondre à la question à la violence et aux principes de recherche-action participative, l'objectif de ce concours est de poser les jalons de coopération entre les jeunes et de répondre à l'exclusion, la marginalisation dont ils sont victimes en leur offrant l'occasion et le cadre d'échanges pour la promotion de la solidarité et de la cohésion sociale.

C'est ainsi qu'IAGU CHALLENGE a été lancé pour le développement de projets portant sur les technologies innovantes visant à prévenir et/ou à mieux gérer la violence qui implique les jeunes. Les thèmes adressés ont été :

- le développement de système de géolocalisation
- le développement de système d'alerte
- le développement de plateforme de traitement de l'information
- le développement de système de diffusion de l'information

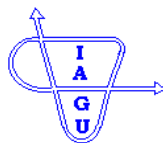
A cet effet, outre la dimension action, une dimension application a été développée dans le cadre du projet pour avoir des produits directement opérationnels par les acteurs en un temps record.

Le processus a enregistré différentes activités : Appel à candidature, communication sensibilisation, réception et sélection des idées innovantes, accompagnement et renforcement de capacités pour le développement des produits, présentation et sélection des lauréats.

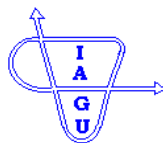
Quatre projets ont été finalisés et trois lauréats sélectionnés.

Tableau de synthèse des Méthodes et outils utilisés selon l'objet d'étude

Objet	Méthodes	Techniques de collecte de données	Outils de collecte de données	Cibles	Echantillon	Techniques de traitement et d'analyse
Etude diagnostique	Enquête socio-économique	Entretien structuré	Questionnaires	Cible de l'étude	Echantillon nage aléatoire	Analyse quantitative et cartographique
	Enquête	Entretien semi	Guide	Acteurs		Analyse de



Objet	Méthodes	Techniques de collecte de données	Outils de collecte de données	Cibles	Echantillon	Techniques de traitement et d'analyse
	institutionnelle	structuré	d'entretien	locaux communautaires Acteurs institutionnels ONG dans le secteur	L'ensemble des acteurs qui seront identifiés	contenu
	Diagnostic en marchant/ marche exploratoire des femmes	Observations participantes	Grille d'observation	Catégorie des cibles de l'étude	Localités exposées et localités non exposées	Analyse qualitative
		Discussion de groupe				
	Analyse des statistiques de la police et de la justice	Exploitation de base de données de la police et de la justice	Fiche d'inventaire	Institutions responsables)	L'ensemble des acteurs qui seront identifiés	Analyse quantitative, et cartographique
Etude institutionnelle, Analyse de la Gouvernance et de la résilience	Sondage délibératif	Focus-group	Guide d'entretien	Cibles et bénéficiaires de l'étude	Représentant des différents groupes	Analyse qualitative
	Enquête institutionnelle	Entretien ouvert	Guide d'entretien	Acteurs communautaires Acteurs institutionnels ONG dans le secteur	L'ensemble des acteurs qui seront identifiés	Analyse de contenu
	Ateliers multi-acteurs	-Groupe de travail thématique -Discussion en plénière	TdR	--Personnes ressources -Institution publiques déconcentrées , -Autorités locales -Institutions privées ONG	Une représentation des différents types d'acteurs	Grille d'analyse selon les thématiques adressées
Etude des innovations	Organisation d'un concours impliquant les cibles et les bénéficiaires	Appel à candidature TdR	Critères de sélection	Cibles dans les zones d'étude		

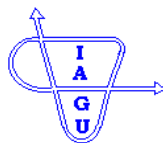


VI. Extrants du projet

Les différentes activités déroulées ont conduit à la production de différents livrables dont certains ont fait l'objet de diffusion. La liste est repertoriée dans le tableau suivant :

Liste des extrants par activité

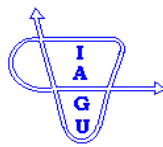
Activités	Extrants	Observations/ Diffusion
Mise en place de l'équipe	- Contrats avec les chercheurs	Confidentiels
Rencontres institutionnelles	- Comptes rendus des visites institutionnelles	Libre accès
Acquisition de matériels	- Matériels de travail	N/A
Organisation de l'atelier de lancement	- Rapport de l'atelier	Libre accès
Mise en place des instances d'appui	- Arrêtés municipaux de mise en place de comités de consultations dans les deux communes	Libre accès
Recherche documentaire	- Rapport sur la revue générale des problématiques de violence	Libre accès
Développement du protocole de recherche	- Questionnaire - Guides d'entretien - Guide de focus groups - Guide récit de vie - Guide d'observation participante	Libre accès
Démarches et activités de conformité	- Protocole de sécurité - Avis juridique - Autorisation CDP - Autorisation CNERS	Libre accès
Recrutement du personnel d'appui	- Contrats	Confidentiels
	- Mémoire de Master sur la dimension sexo-spécifique de la violence	Libre accès
Collecte et traitement de données	- Rapport de traitement des données quantitative - Système de cotation des composantes de l'aménagement	Documents internes
Organisation d'un concours	- Le rapport du processus d'organisation - Fiches synoptiques des 4 projets	Libre accès
Rédaction des rapports de recherche	- Rapports de recherche sur : <ul style="list-style-type: none"> o La méthodologie de recherche, o L'ampleur et les déterminants de la violence, o les politiques de lutte et de 	Ces différentes versions sont en cours de correction et sont des documents internes à l'état. Les versions corrigées seront disponibles en libre accès



Activités	Extrants	Observations/ Diffusion
	prévention de la violence, <ul style="list-style-type: none"> ○ les relations entre l'aménagement et la violence ○ la résilience des jeunes face à la violence ○ Les dimensions sexo-spécifiques de la violence. 	
Vulgarisation du projet et des résultats de recherche	-Papiers de presse -Supports de communication lors de la participation aux rencontres scientifiques - Vidéo (réstitution populaire)	Libre accès
Contribution à la plateforme	-Rapport de l'atelier du forum de Dakar -Rapport de la participation de l'IAGU à l'atelier de Nairobi de 2019	Libre accès
Publications	-Policy brief sur les résultats de l'étude et les recommandations -Policy brief sur la gouvernance locale de sécurité -Mémoire de Master II de la boursière Mame Binta Ba sur « violence en milieu urbain : facteurs de vulnérabilité et de résilience des jeunes filles de la Maison Rose de Médina Gounas » à l'IPDSR/UCAD -Ouvrage collectif de 250 pages et cinq chapitres à partir des rapports de recherche (manuscrit en cours de correction est disponible) -Article scientifique sur Aménagement et violence à Dakar en cours de révision et destiné à <i>Environment and Urbanization</i> -Article scientifique sur l'ampleur et les déterminants de la violence à Dakar en cours d'achèvement	Libre accès (le manuscrit de l'ouvrage collectif est disponible et en cours de correction ; les deux articles scientifiques sont en phase d'achèvement)

VII. Difficultés et défis

Bien que des retards ont été observés dans la mise en œuvre du projet en référence à l'agenda provisoire, l'essentiel des activités prévues ont été réalisées. Des manquements sont toutefois à souligner sur la communication notamment au niveau des médias et des grandes rencontres scientifiques. Ces écarts sont liés en partie à la pluralité des activités qui devaient être déroulées et qui mobilisaient les chercheurs. Le contexte électoral (Election présidentielle en 2019) a aussi perturbé le déroulement des activités de terrain.



Les étudiants boursiers devaient chacun produire également un mémoire de fin d'étude de master selon sa spécialité. Toutefois, Moustapha Sèye a abandonné au cours du processus, devant rejoindre les services de la Douane sénégalaise.

Il était prévu de prendre deux autres étudiants boursiers dans la seconde année du projet mais tenant compte de l'évolution de la recherche, nous n'avions pas trouvé pertinent de les recruter ; les premiers drafts des rapports de recherche étaient déjà disponibles.

En l'absence de budget dédié au fonctionnement des comités locaux de consultations, les membres ne se sont mobilisés que lors des activités du projet. Ainsi, la fin du projet risque de marquer la fin du fonctionnement de ces instances qui pourtant ont été instituées par arrêté du Maire.

En termes de leçons apprises, les déterminants de la violence paraissent beaucoup plus complexes. La conscience populaire mettait toujours en avant les facteurs d'ordre économique (chômage/pauvreté) comme premier mobile de la violence chez les jeunes. Or, le phénomène est à causalité multiple et va des facteurs de vulnérabilité dans l'environnement du jeune aux mutations sociales et culturelles. Vue sous cet angle, la violence est ainsi le produit d'une interaction dynamique entre des conditions structurelles et des vulnérabilités individuelles et collectives. Autrement dit, elle serait principalement la résultante d'une dislocation du cadre social, économique et culturel.

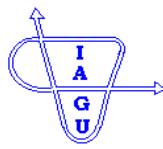
L'étude de la problématique de la violence peut être handicapée par la sensibilité de la question sur certains aspects, mais également la disponibilité de données sur une longue période. Les informations parcellaires recueillies dans les registres de la Police n'ont pas facilité l'interprétation des dynamiques et de leur évolution. Le cloisonnement des interventions des acteurs demeure aussi un frein. L'amélioration des politiques de prévention et de lutte contre les situations de violence nécessite un cadre de gouvernance plus ouvert impliquant les différents acteurs selon leur niveau de responsabilité.

Les innovations développées par les porteurs de projets méritent également d'être accompagnées pour leur implémentation. Le retard accusé dans le processus ne permet pas de suivre l'évolution et les récompenses remises aux porteurs sont justes à titre incitatif mais elles ne permettront pas de financer l'ensemble de leur projet.

VIII. Appréciation d'ensemble et recommandations

Cette étude sur la violence chez les jeunes à Dakar constitue un atout et un outil d'aide à la décision pour les autorités vis-à-vis des différents types de violence rencontrés en milieu urbain. Avec une urbanisation rapide, les contraintes liées aux conditions de vie et les mutations sociales, les milieux urbains deviennent de plus en plus des niches de développement de violence.

Malgré l'existence de lois contre la violence et la répression, le problème demeure et s'amplifie. Ainsi, il serait intéressant que des solutions alternatives en collaboration avec les acteurs sociaux de base soient trouvées afin de limiter voire mettre à termes la violence chez



les jeunes en milieu urbain. Pour ce faire, il est pertinent de disposer de données probantes sur les causes de la violence chez les jeunes afin de pouvoir agir sur les bons leviers pour atténuer le problème. D'où, l'importance de cette présente étude.

Aujourd'hui, les autorités étatiques et les différents acteurs et partenaires de développement ont à leur disposition et grâce à cette étude, des données scientifiques sur les déterminants de la violence, qui constituent un outil d'aide à la prise de décision pour mettre en œuvre des actions contre la violence chez les jeunes en milieu urbain.

Au vu des résultats de recherche, la mise en place d'un cadre communal de prévention et de lutte qui implique les parents, les acteurs communautaires, religieux, la société civile, les élus et la Police s'avère être une nécessité pour une gouvernance locale de la sécurité plus efficace, tout comme la mise en place d'un portail internet simplifié et facile d'accès pour sensibiliser et partager des conseils et des contacts utiles.

Le renforcement des comités locaux de consultation sur la violence et l'accompagnement des jeunes qui se sont distingués lors du concours « IAGU Challenge » pourraient constituer les prochaines étapes pour une mise en œuvre des recommandations issues de la recherche.

En matière de recherche, une analyse approfondie de la résilience au niveau des institutions de placement s'ouvre comme une perspective intéressante pour aider à la prise de décision et à mieux répondre aux besoins des jeunes.